

# EUROBAROMETRE 69

L'OPINION PUBLIQUE DANS L'UNION EUROPEENNE

## PRINTEMPS 2008

RAPPORT NATIONAL

FRANCE

Cette enquête a été commandée et coordonnée par la Direction Générale de la Communication. Le rapport a été réalisé pour la Représentation de la Commission européenne en France.

Ce document ne représente pas l'opinion de la Commission européenne. Les interprétations et les opinions qu'il contient n'engagent que ses auteurs.

## TABLE DES MATIERES

<b>INTRODUCTION</b>	<b>3</b>
<b>I) LE CONTEXTE</b>	<b>4</b>
A) LA SITUATION GÉNÉRALE DE LA FRANCE	4
B) LA CONFIANCE DANS LES INSTITUTIONS NATIONALES	9
C) LES PRINCIPAUX PROBLÈMES DU PAYS	12
D) LES FRANÇAIS ET LA MONDIALISATION	15
<b>II) LES FRANÇAIS ET L'UNION EUROPÉENNE</b>	<b>19</b>
A) L'IMAGE DE L'UNION EUROPÉENNE	19
B) APPARTENANCE ET BÉNÉFICES	22
C) LES FRANÇAIS ET LES INSTITUTIONS EUROPÉENNES	28
<b>III) L'AVENIR DE LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE</b>	<b>37</b>
A) L'ORIENTATION GÉNÉRALE	37
B) LES PRIORITÉS ET LE NIVEAU DE DÉCISION	38
C) L'EURO	40
D) LA POLITIQUE EXTÉRIEURE	41
E) L'ÉLARGISSEMENT	43
<b>CONCLUSION</b>	<b>45</b>
<i>ANNEXE</i>	<i>46</i>

## INTRODUCTION

Les sondages Eurobaromètre standard sont effectués deux fois par an, au printemps et à l'automne, pour le compte de la Commission européenne (Direction générale Communication, Secteur opinion publique). L'enquête Eurobaromètre est menée dans les 27 pays membres de l'Union européenne, dans les deux pays candidats (Croatie et Turquie) ainsi qu'en Macédoine et dans la Communauté chypriote turque dans la zone non contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre nord. Dans chaque pays, un même questionnaire est soumis à un échantillon représentatif de la population âgée de quinze ans ou plus interrogé en face-à-face. Cette enquête (Eurobaromètre 69) a été réalisée entre le 25 mars et le 4 mai 2008 par TNS Opinion & Social.

En France, l'enquête a été réalisée entre le 27 mars et le 27 avril par l'institut TNS/Sofres auprès d'un échantillon représentatif de 1040 personnes âgées de 15 ans ou plus. Le terrain a eu lieu dans un climat social tendu, en raison notamment des hausses de prix intervenues dans les premiers mois de l'année, et qui se traduit en particulier par une dégradation des indices de popularité du chef de l'État et du gouvernement français. De même, ces évolutions ont des effets importants sur la perception de l'Union européenne, à l'heure où la France s'apprête à prendre la dernière présidence du Conseil européen.

La première partie de ce rapport Eurobaromètre France porte sur le contexte général de l'opinion française (indices de satisfaction, regard porté sur la situation économique de la France, perception de la mondialisation).

La deuxième partie analyse la manière dont l'Union européenne est perçue par les Français (image de l'UE, sentiment d'appartenance, confiance dans les institutions communautaires).

La troisième partie du rapport étudie l'attitude des Français sur l'avenir de la construction européenne (vision du futur, politique extérieure, élargissement).

La quatrième et dernière partie se penche sur la manière dont les Français perçoivent les moyens d'information et leurs connaissances réelles en matière européenne.

Plusieurs tableaux illustrent les données de ce sondage. Sauf mention contraire, les données se rapportent aux personnes interrogées en France. Certaines données font l'objet d'une analyse détaillée, en fonction des critères démographiques et socioprofessionnels. Le sigle UE-27 indique la moyenne des vingt-sept États membres de l'Union européenne.

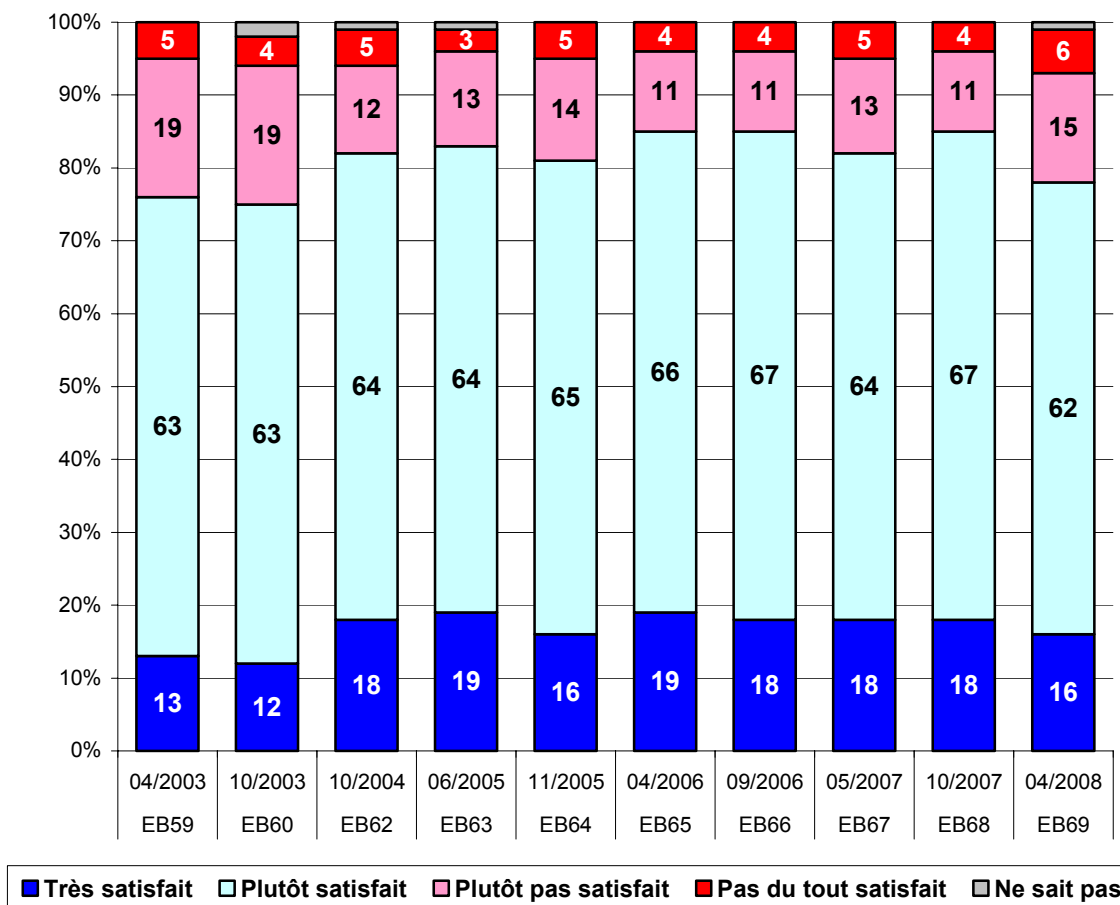
## I) LE CONTEXTE

### A) LA SITUATION GÉNÉRALE DE LA FRANCE

#### *Une nette dégradation du climat*

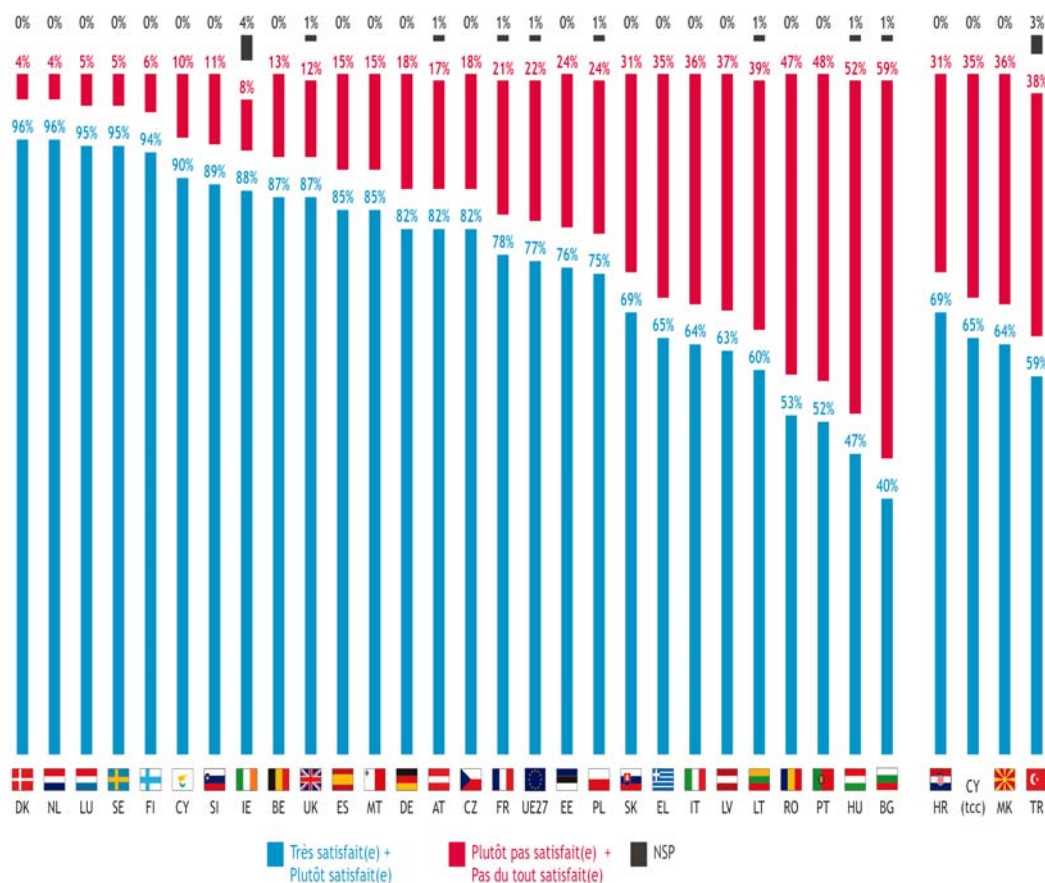
À l'automne 2007, l'Eurobaromètre 68 avait enregistré une forte hausse des indicateurs de confiance, dans le contexte d'« état de grâce » qui avait suivi l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République. Six mois plus tard, alors que l'économie européenne est entrée dans une phase de ralentissement, que l'inflation resurgit et que la popularité de l'exécutif s'est considérablement dégradée, la plupart des indicateurs politiques et socio-économiques de l'Eurobaromètre sont orientés à la baisse, retrouvant des niveaux proches, voire inférieurs à ceux d'il y a un an.

**D'une façon générale, êtes-vous très satisfait, plutôt satisfait, plutôt pas satisfait ou pas du tout satisfait de la vie que vous menez (trend) ?**



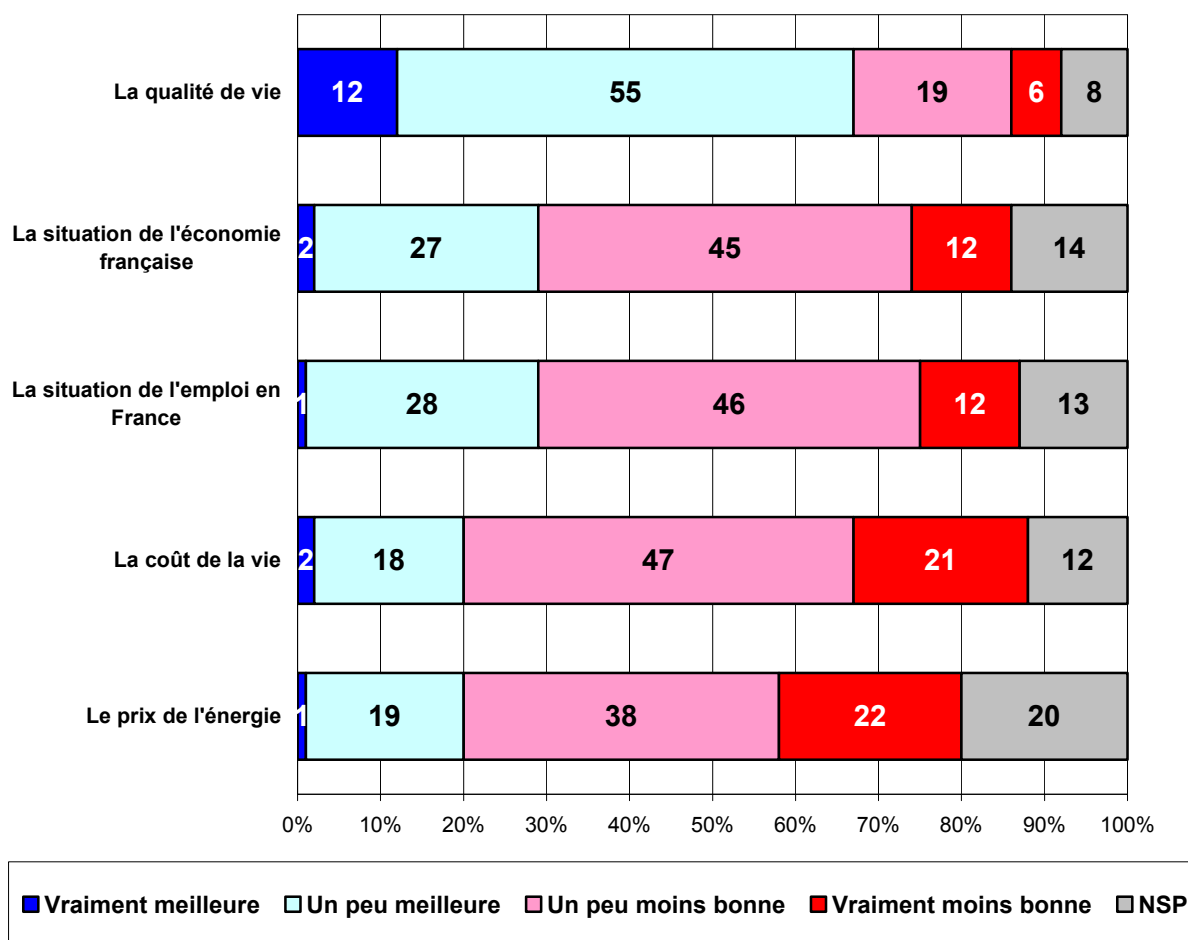
L'indice de « satisfaction personnelle », traditionnellement caractérisé par sa grande stabilité, se tasse de façon sensible. Certes, 78% des Français se déclarent très satisfaits ou plutôt satisfaits de la vie qu'ils mènent, un niveau proche de la moyenne UE-27, mais ce chiffre est en recul de sept points par rapport au semestre précédent. Les « plutôt pas satisfaits » et les « pas du tout satisfaits » progressent au total de six points.

Question: Q3. D'une façon générale, êtes-vous très satisfait(e), plutôt satisfait(e), plutôt pas satisfait(e) ou pas du tout satisfait(e) de la vie que vous menez ?



Comme dans les vagues précédentes, les pays d'Europe du Nord sont ceux qui affichent le plus fort taux de satisfaction (Danemark et Pays-Bas : 96%, Luxembourg et Suède : 95%, Finlande : 94%), tandis qu'on trouve en bas du tableau la Bulgarie (42%), la Hongrie (47%), le Portugal (52%) et la Roumanie (53%).

**Pour chacun des domaines suivants, diriez-vous que la situation en France est meilleure ou moins bonne que celle de la moyenne des pays de l'UE ?**

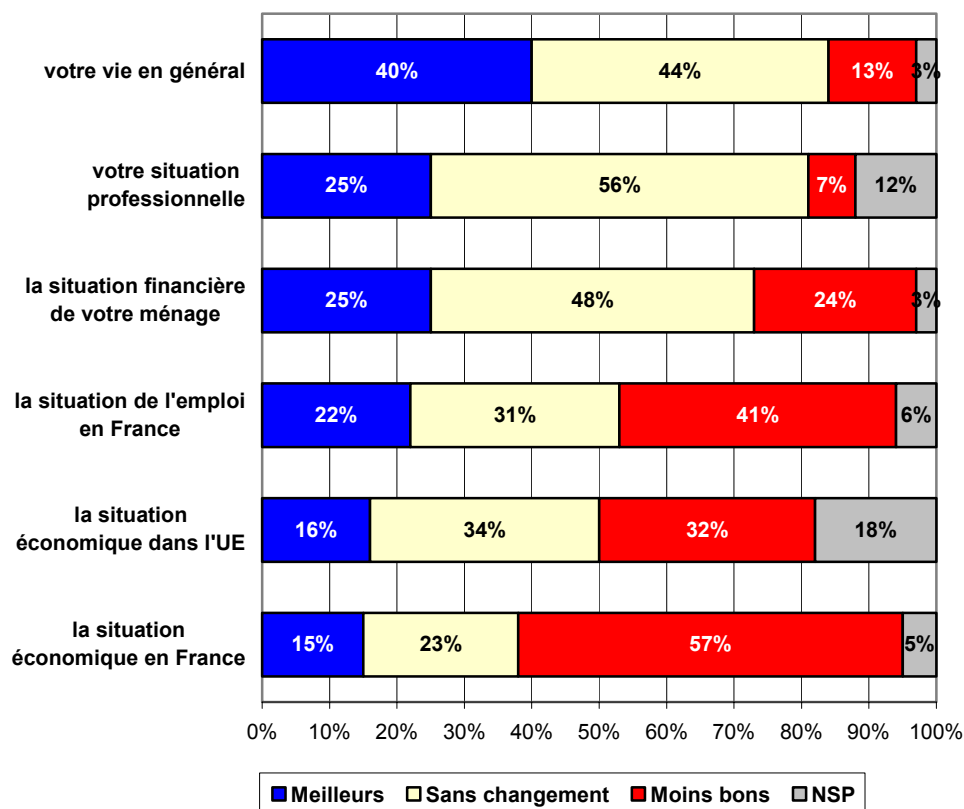


Une nouvelle fois, le hiatus apparaît entre la perception de la situation économique du pays et l'appréciation sur la qualité de vie. Plus des deux tiers des Français ont l'impression que l'on vit mieux en France que dans le reste de l'Union (un sentiment qu'on ne rencontre pas avec une telle ampleur dans tous les pays : au niveau EU-27, le nombre de personnes qui estiment qu'on vit moins bien dans leur pays que dans le reste de l'Union dépasse même légèrement ceux qui croient le contraire). Les plus jeunes et les plus diplômés sont ceux qui se montrent les plus positifs sur le niveau de vie en France.

Cependant, l'insatisfaction des Français sur les sujets économiques est flagrante et elle se manifeste notamment sur la question du pouvoir d'achat : respectivement 68% et 60% d'entre eux pensent que le coût de la vie et les prix de l'énergie sont plus élevés dans leur pays que dans la moyenne des États membres de l'UE. Les réponses sont du même ordre dans les autres pays (à l'exception du Luxembourg), une nette majorité des Européens ayant tendance à considérer que la vie est plus chère chez eux que dans les autres pays.

De même, la balance est largement négative en ce qui concerne la situation économique et l'emploi, que 67% et 68% des Français jugent moins bonnes en France qu'ailleurs.

### Les douze prochains mois seront-ils meilleurs/sans changement/moins bons en ce qui concerne... ?



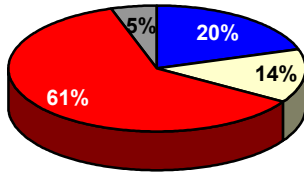
Si la stabilité et une certaine forme d'optimisme prévalent dans le domaine personnel (44% des Français ne s'attendent à aucun changement en ce qui concerne leur vie en général et 40% parient sur une amélioration), les autres indicateurs se dégradent par rapport à la vague réalisée à l'automne 2007. Les Français avaient alors fait preuve d'un regain d'optimisme sur la situation de leur pays, à contre-courant de la tendance européenne et la chute n'en est donc que plus brutale cette fois-ci, en particulier pour ce qui est des perspectives concernant la situation économique du pays dans les douze mois à venir : 57% s'attendent à ce qu'elle se dégrade (+ 32 points en un semestre), contre 15% qui s'attendent à une amélioration (-15). Depuis l'introduction de cette question barométrique en 1995, jamais un effondrement d'une telle ampleur n'avait été mesuré. Contrairement au schéma classique, les plus diplômés sont aussi ceux qui se montrent les plus pessimistes (60% de ceux qui ont achevé leurs études après l'âge de 20 ans craignent que la situation empire au cours de l'année).

### Indices de confiance (solde "meilleurs – moins bons")

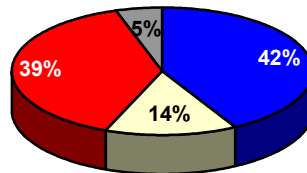
	Automne 2004	Printemps 2005	Automne 2005	Printemps 2006	Automne 2006	Printemps 2007	Automne 2007	Printemps 2008
Situation de l'emploi en France	-30	-31	-32	-30	-14	+7	+9	-19
Situation économique de la France	-25	-25	-39	-36	-19	+3	+5	-42

**En ce moment, diriez-vous que, d'une manière générale, les choses vont dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction en France?**

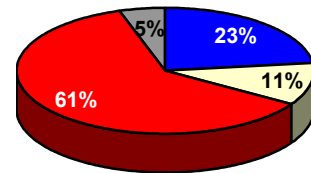
**EB 66**  
(Automne 2006)



**EB 68**  
(Automne 2007)



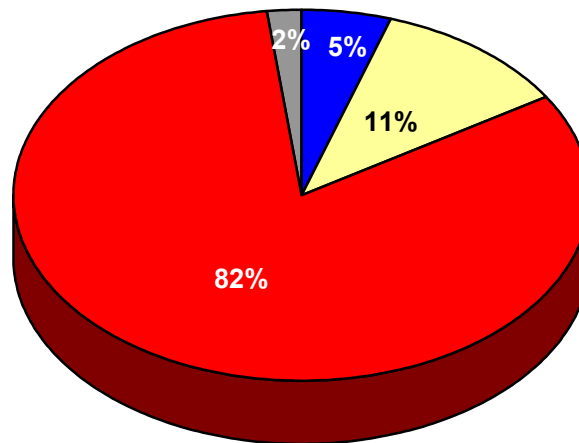
**EB 69**  
(Printemps 2008)



■ Bonne direction    ■ Ni l'un, ni l'autre    ■ Mauvaise direction    ■ NSP

Lorsqu'on interroge les Français sur l'évolution générale des choses dans le pays, on constate que le retour de balancier est assez brutal : seulement 23% considèrent qu'elles vont dans la bonne direction (-19 points depuis l'automne dernier) contre 61% qui ont le sentiment inverse (+22). Ces résultats sont presque identiques à ceux qui avaient été observés à l'automne 2006, avec 61% de « pessimistes » et 20% d'« optimistes ». La France est le pays dans lequel les réponses négatives sont les plus nombreuses après la Hongrie, le Royaume-Uni et l'Italie et le pays dans lequel l'évolution est la plus défavorable d'une vague à l'autre. Le pessimisme hexagonal est majoritaire, à des degrés divers, dans toutes les catégories socio-démographiques.

**En général, pensez-vous que la vie des enfants d'aujourd'hui sera plus facile, plus difficile, ou ni plus facile ni plus difficile que pour ceux de votre génération ?**



■ Plus facile    ■ Ni l'un ni l'autre    ■ Plus difficile    ■ NSP

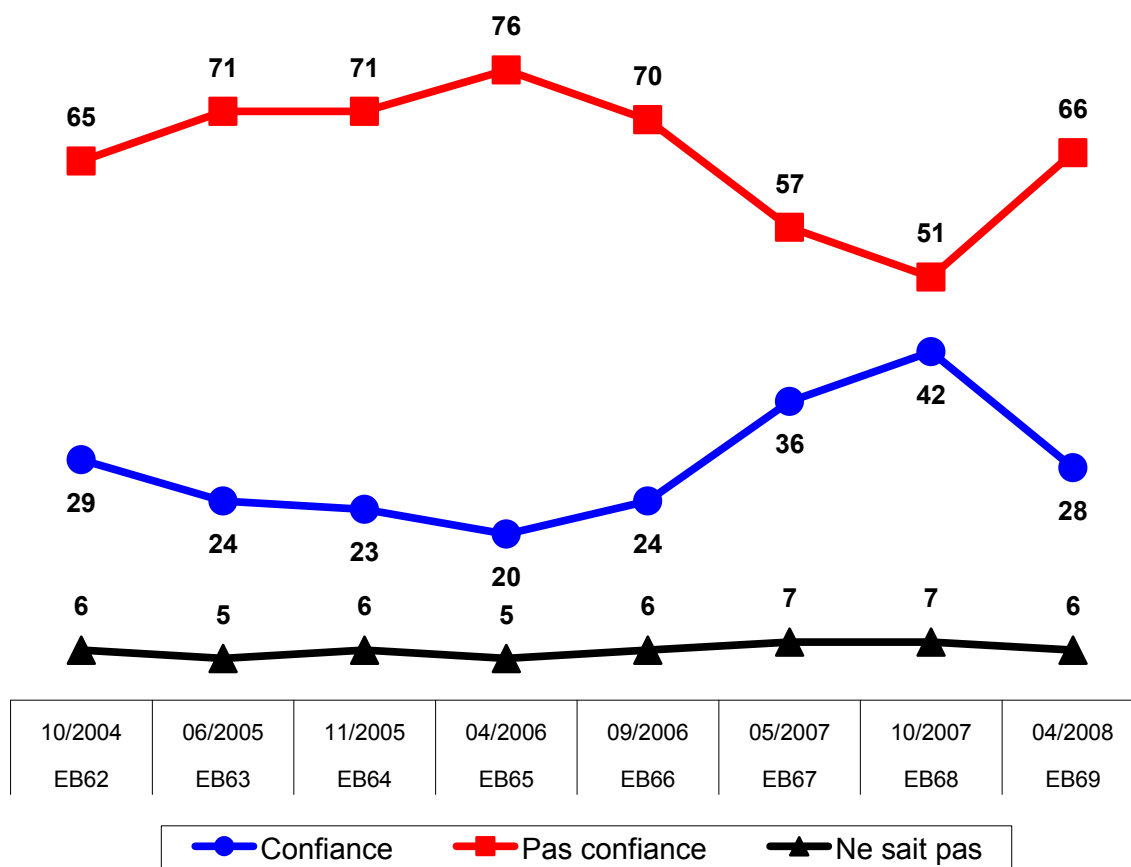
Ce pessimisme conjoncturel entre en résonance avec un pessimisme de fond sur l'évolution de nos sociétés. Les répondants français estiment, dans une proportion de 82%, que la vie des enfants d'aujourd'hui sera plus difficile que pour leur propre génération. Il s'agit du niveau le plus élevé, tous pays confondus. Le pessimisme a encore progressé, de six points, par rapport à la dernière fois où cette question avait été posée, à l'automne 2006.

## B) LA CONFIANCE DANS LES INSTITUTIONS

### *Une parole politique à nouveau dépréciée*

Le climat économique délétère s'accompagne, pour l'exécutif, de la fin du relatif "état de grâce" qui avait suivi l'élection présidentielle. Alors que les baromètres publiés par les médias témoignent de la diminution de la popularité du chef de l'Etat et du gouvernement, l'Eurobaromètre confirme cette tendance : les deux-tiers des Français affirment ne plutôt pas faire confiance au gouvernement. Même si l'on ne retrouve pas tout à fait les niveaux record d'impopularité du précédent gouvernement, les réponses négatives progressent de quinze points depuis l'automne.

Evolution de la confiance dans le gouvernement français



Le gouvernement réalise ses meilleurs scores parmi les retraités (39% de confiance) et les moins diplômés (37%).

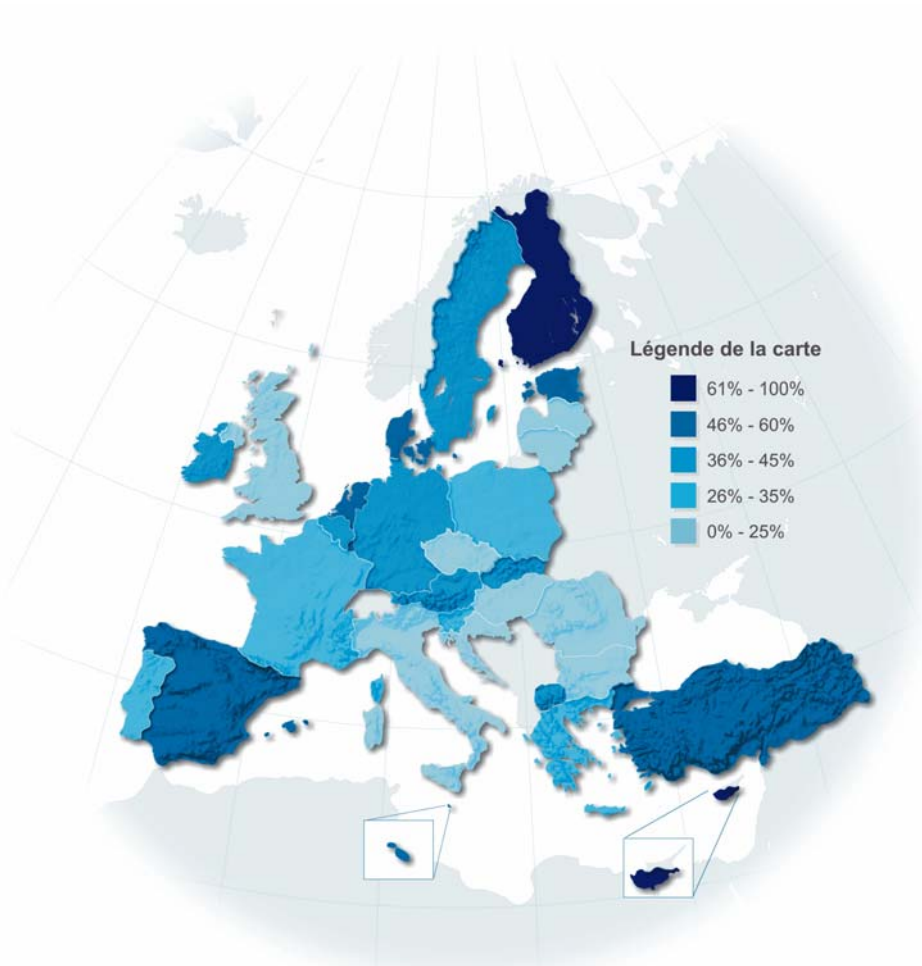
Alors que dans la précédente enquête, la cote de confiance du gouvernement français dépassait, pour la première fois depuis longtemps, la moyenne européenne, elle est à nouveau légèrement inférieure cette fois-ci.

Question: QA12.9. Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certaines institutions. Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.

Possibilité: Le Gouvernement (NATIONALITE)

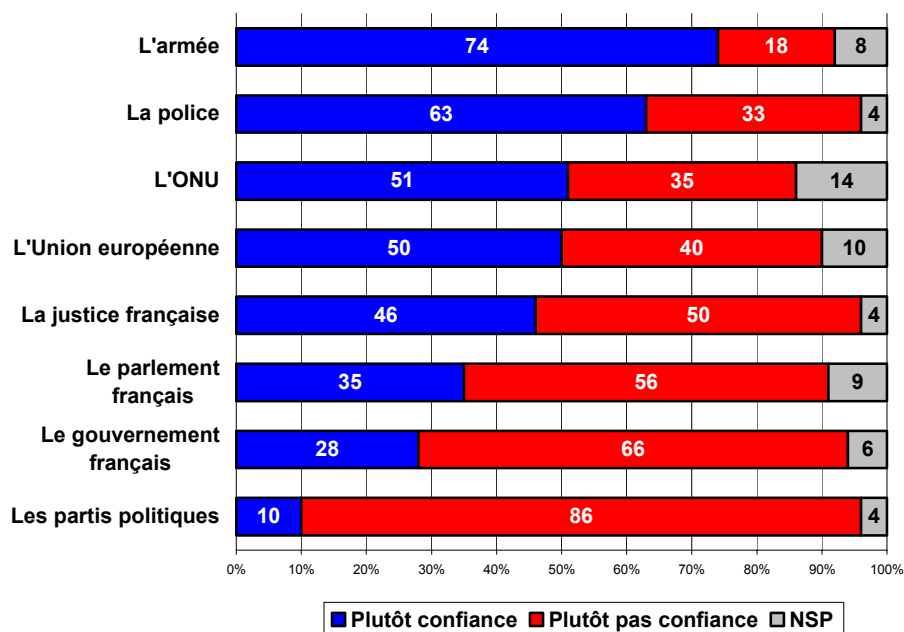
Réponses: Plutôt confiance

CY	69%
FI	61%
EE	56%
MT	56%
DK	55%
ES	55%
LU	55%
NL	51%
SE	45%
AT	42%
BE	40%
IE	37%
SK	37%
DE	36%
EL	34%
UE27	32%
PT	32%
SI	31%
FR	28%
PL	26%
RO	25%
UK	24%
CZ	21%
LT	17%
BG	17%
IT	15%
LV	15%
HU	13%
TR	47%
MK	40%
HR	21%



Les autres institutions connaissent également une certaine érosion. La confiance dans le Parlement français recule de cinq points, à 35% (niveau comparable à la moyenne UE-27) et l'image des partis politiques s'enfonce, avec seulement 10% de confiance (-7 points) et 86% de défiance (+10 points ; il n'y a guère qu'en Lettonie et en Lituanie qu'on trouve des niveaux de défiance plus élevés).

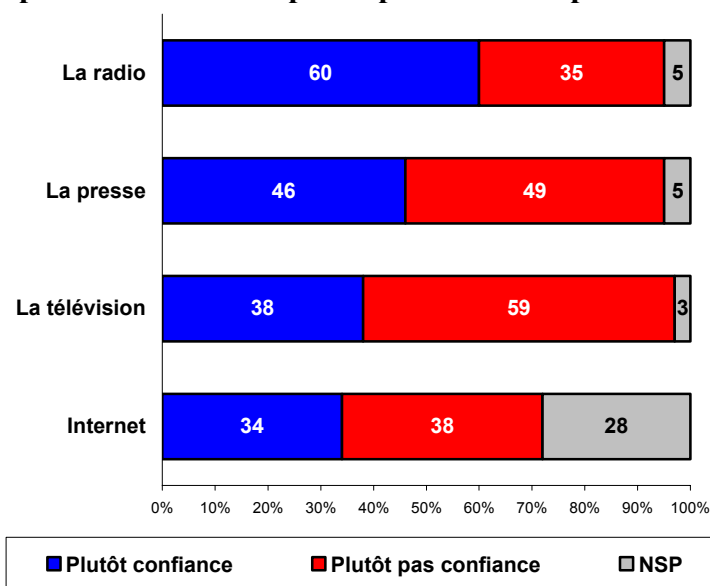
**Pour chacune de ces institutions, pourriez-vous nous dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elles ?**



Le classement des institutions les plus populaires reste inchangé depuis l'automne 2007 : l'armée arrive en tête avec 74% d'opinions favorables (-3), suivie par la police (63%, -3), l'ONU (51%, -3), l'Union européenne (50%, -1) et la justice française (46%, -1).

Pour ce qui est des médias, la radio est le seul moyen de communication qui inspire davantage de confiance (60%, -5) que de défiance (35%). La part de ceux qui font confiance à la presse (46%) fait presque jeu égal avec ceux qui s'en méfient (49%). Quant à la télévision, seuls 38% des Français lui font confiance, tandis que 59% s'en méfient. Les opinions sur Internet demeurent encore très partagées : 34% lui font confiance (46% parmi ceux qui ont une connexion à la maison), 38% ne lui font pas confiance (43% parmi les connectés) et 28% ne s'expriment pas.

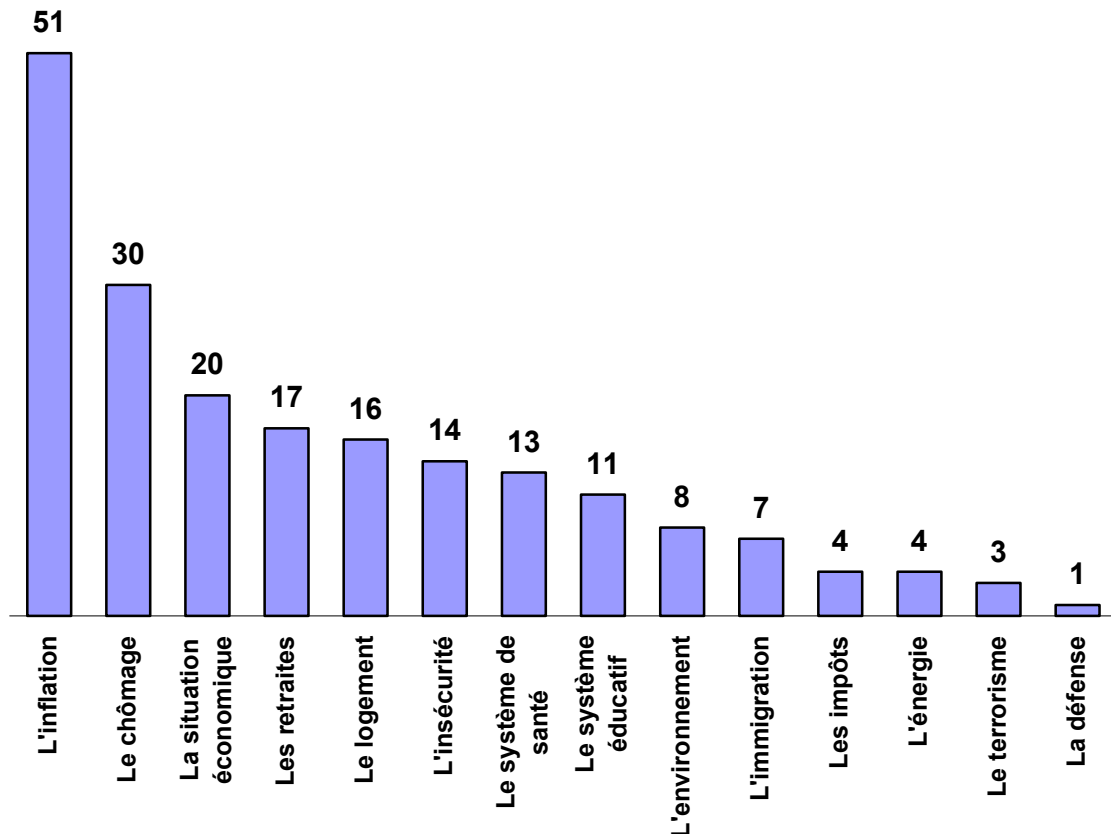
**Pour chacun de ces médias, pourriez-vous nous dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en lui ?**



## C) LES PRINCIPAUX PROBLEMES DU PAYS

### *Le pouvoir d'achat, enjeu capital*

A votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face la France en ce moment (deux réponses maximum) ?



Pour la première fois, on assiste à une inversion dans la hiérarchie des problèmes. Après un début d'année 2008 marquée par une forte hausse des cours du pétrole et des produits alimentaires, l'inflation arrive en tête des préoccupations des Français. Elle est citée par 51% d'entre eux, soit une hausse de 24 points depuis l'automne dernier, la plus forte de tous les Etats membres.

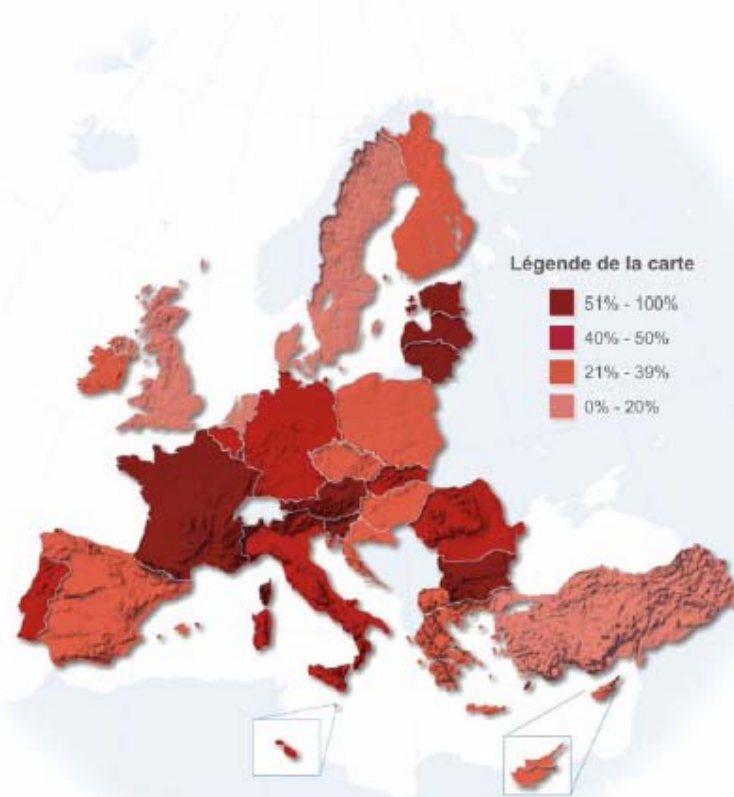
L'inflation se classe au premier rang parmi toutes les catégories socio-professionnelles, à l'exception des demandeurs d'emploi chez lesquels la question du chômage est sans surprise la première priorité. Le chômage est également un enjeu important pour les 15-24 ans (41% de citations), talonnant l'inflation (50%) dans cette catégorie de la population.

Globalement, le chômage passe de la première à la deuxième place (30%, -8), ce qui reflète la diminution du nombre de demandeurs d'emplois qui, d'après les dernières statistiques, ne représente plus que 7,2% de la population active.

Résultats pays Pt. 2008	Diff. Aut. 2007	
LV	71%	-6
SI	71%	+8
LT	63%	+1
AT	54%	+13
EE	54%	-4
FR	51%	+24
BG	51%	-4
BE	48%	+13
RO	48%	+13
DE	44%	+11
IT	44%	+15
LU	43%	+5
SK	43%	+10
PT	42%	+7
MT	40%	-1
CZ	38%	-4
UE27	37%	+11
HU	35%	+3
EL	33%	-1
FI	33%	+11
PL	33%	+10
CY*	28%	-17
ES	26%	+10
IE	22%	0
UK	19%	+11
DK	18%	+11
NL	16%	+3
SE	9%	+5
* CY (excl) = 20%		
HR	36%	+23
MK	29%	+13
TR	15%	+10

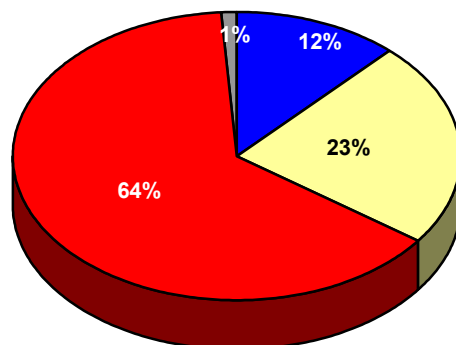
Question: Qa6. A votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face (NOTRE PAYS) actuellement ?

Réponses: La hausse des prix\ l'inflation



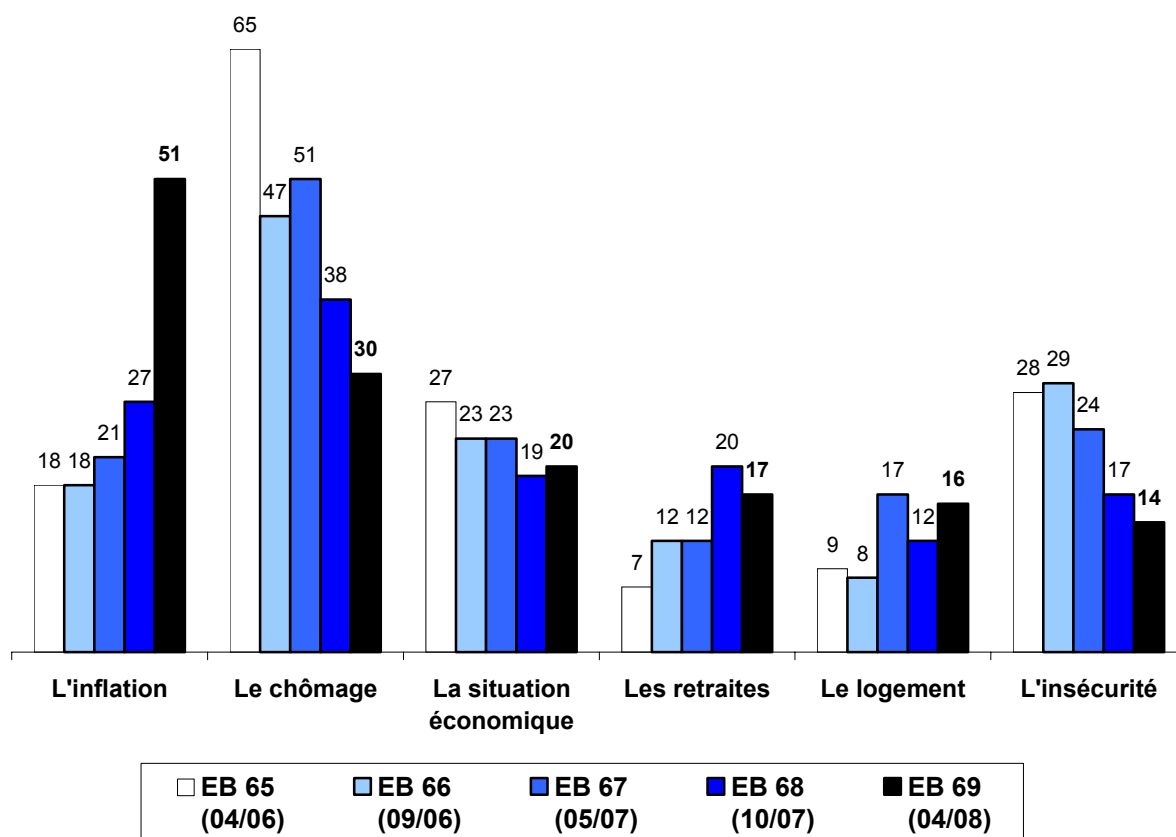
Cette insistance sur l'inflation n'est pas le propre de la France, mais concerne la plupart des pays européens (moyenne UE-27 : 37%) : elle est aujourd'hui la préoccupation principale dans 18 des 27 pays membres de l'UE. Le problème est particulièrement aigu dans les trois pays baltes (Lettonie : 71%, Lituanie : 63%, Estonie : 54%), en Slovaquie (71%) et en Autriche (54%).

**En pensant à votre pouvoir d'achat, c'est-à-dire les choses que votre ménage peut se payer au quotidien, si vous comparez votre situation actuelle à celle d'il y a cinq ans, pensez-vous qu'elle s'est améliorée, qu'elle est restée à peu près la même ou qu'elle s'est dégradée ?**



L'importance cruciale du problème de l'inflation est confirmée par le fait que 46% des Français avouent avoir des difficultés à payer leurs factures à la fin du mois (un niveau comparable à la moyenne UE-27). Au demeurant, les deux tiers (64%) pensent que leur pouvoir d'achat s'est dégradé dans les cinq dernières années, 23% estiment qu'il est resté le même et seuls 23% qu'il a progressé. Le sentiment d'une dégradation atteint sept personnes sur dix au-delà de l'âge de 40 ans. Il concerne 77% des personnes au foyer, 72% des demandeurs d'emploi, 70% des retraités, mais également 63% des ouvriers, 62% des employés et des indépendants et 56% des cadres.

Après les questions de l'inflation et du chômage viennent la situation économique (20%, -1), les retraites (17%, -3, mais 25% chez les plus de 55 ans), le logement (16%, +4), l'insécurité (14%, -3), le système de santé (13%, -1) et le système éducatif (11%, -2). Les autres problèmes sont mis en avant par moins d'un Français sur dix. On observe en particulier le recul de l'environnement (8%, -5) et de l'immigration (7%, -7).



Si l'on examine l'évolution au cours des cinq derniers sondages, on constate que les inquiétudes liées à l'inflation, qui étaient demeurées à un niveau faible tout au long de l'année 2006, ont connu un bond de 30 points entre le printemps 2007 et le printemps 2008 (+6 entre l'EB 67 et 68 et +24 entre l'EB 68 et l'EB 69). En même temps, les préoccupations liées au chômage, après avoir atteint un sommet au printemps 2006 (65%) ont été divisées par deux en deux ans.

Les questions d'insécurité ont reculé à leur tour (28% au printemps 2006, 14% aujourd'hui). A contrario, les Français font désormais d'une sensibilité plus grande au sujet des retraites (17% contre 7% il y a deux ans) et du logement (16% contre 9% au printemps 2006).

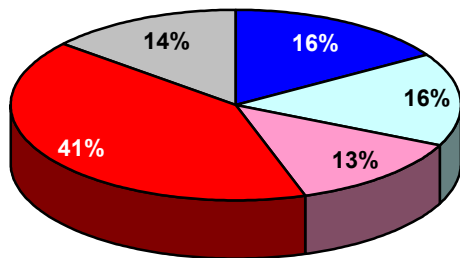
## D) LES FRANÇAIS ET LA MONDIALISATION

Les conséquences de la mondialisation des échanges sont multiples. Lorsque vous entendez le mot « mondialisation », à quoi pensez-vous en premier lieu ?

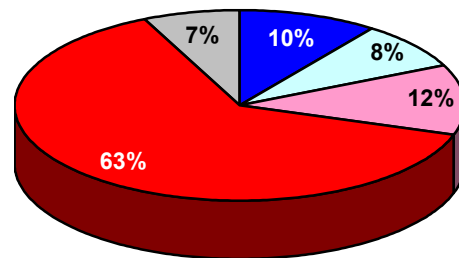
Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ?

La situation de l'économie française

Résultats UE-27



Résultats France



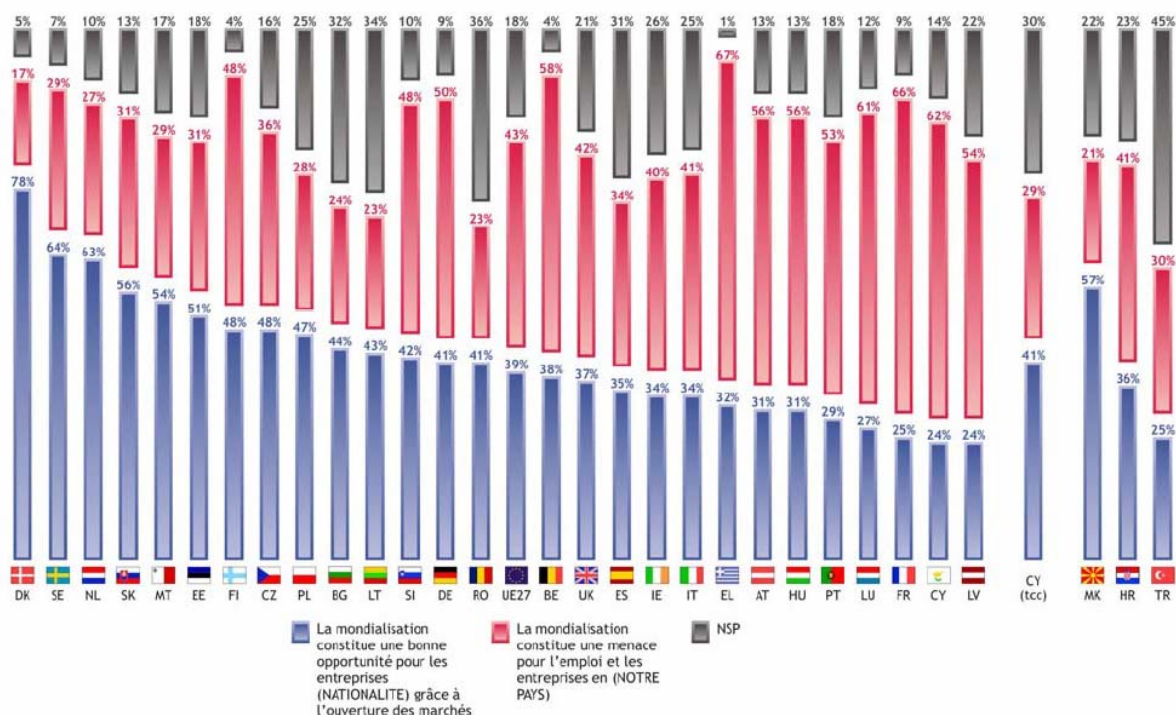
- Aux opportunités en termes de débouchés pour les entreprises [de notre pays]françaises
- Aux investissements étrangers [dans notre pays]
- A une concurrence accrue pour les entreprises [de notre pays]
- Aux délocalisations de certaines entreprises vers des pays où la main d'œuvre est moins chère
- Autres, NSP

Dans l'opinion française, la mondialisation est associée avant tout au risque de délocalisation des entreprises (63%, +5 points en un an) et à une concurrence accrue pour les entreprises françaises (12%, -1). Seuls 10% des répondants (-6) y voient d'abord des opportunités en termes de débouchés pour l'économie hexagonale et 8% (+1) de hausse des investissements étrangers en France. Au niveau européen, on retrouve certes les mêmes tendances, mais sous une forme beaucoup plus nuancée : la moyenne UE-27 s'élève à 41% pour ce qui est des délocalisations (+6 points). Dans les douze nouveaux Etats membres, cette crainte est beaucoup moins prégnante : seulement 27% de la population associe prioritairement la mondialisation aux délocalisations d'entreprises. La France est le pays dans lequel la mondialisation évoque le plus les délocalisations et elle est suivie par l'Allemagne (59%, +13).

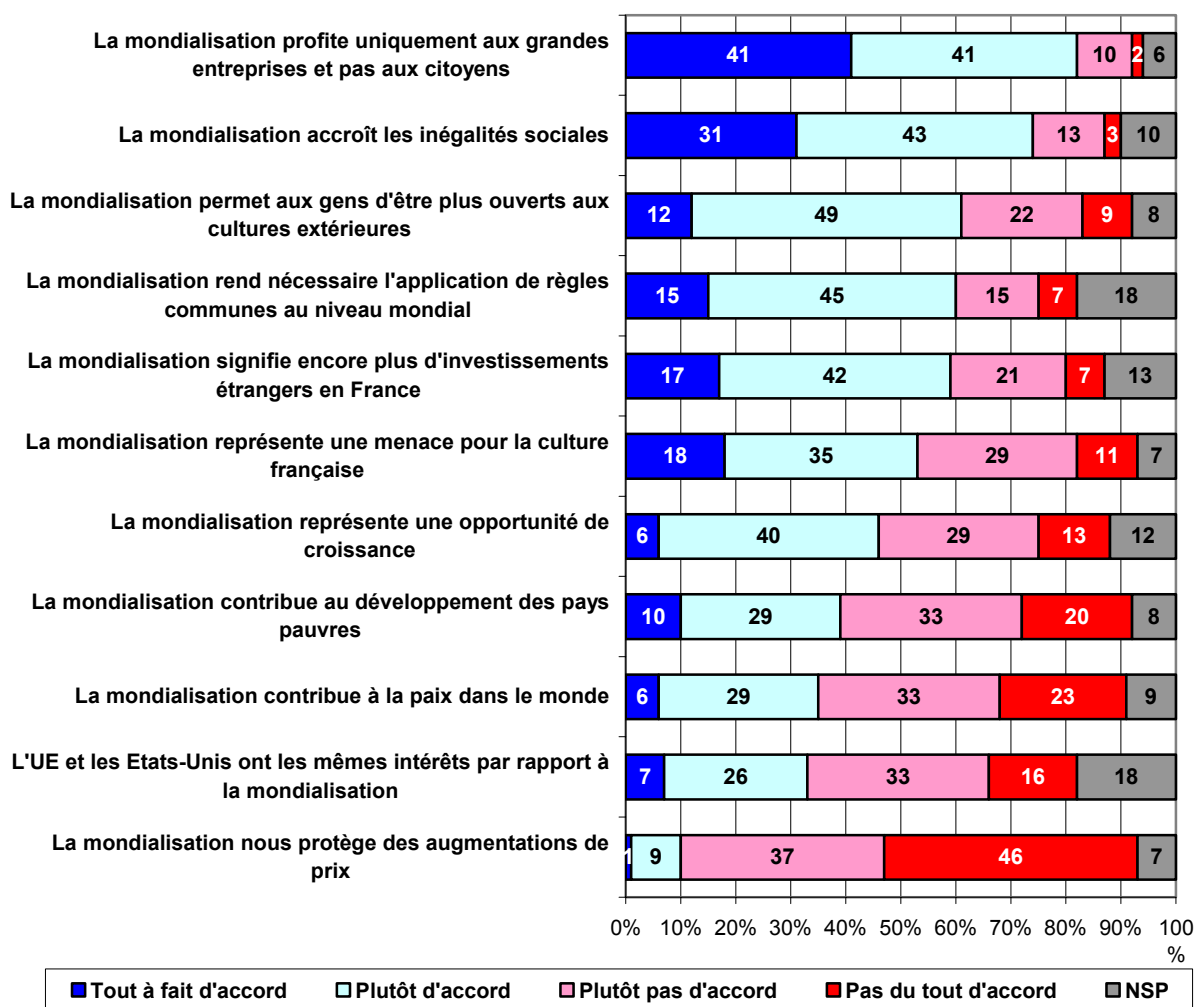
Une autre question permet de confirmer à quel point les Français craignent ce phénomène. Lorsqu'on leur soumet deux propositions en leur demandant de laquelle ils se sentent les plus proches, les Français choisissent dans une proportion de 66% celle selon laquelle « la mondialisation constitue une menace pour l'emploi et les entreprises en France », contre 25% qui estiment plutôt qu'elle « constitue une bonne opportunité pour les entreprises françaises grâce à l'ouverture des marchés ».

Les Français sont, avec les Grecs, les plus nombreux à choisir la première réponse. En France, elle recueille 77% des suffrages chez les ouvriers, 75% parmi les chômeurs, mais aussi 63% chez les travailleurs indépendants et 59% chez les cadres.

Par ailleurs, à peine 14% des Français (-6 points par rapport à la fin 2005) estiment que les entreprises qui délocalisent « n'ont pas d'autres choix si elles veulent éviter de fermer », tandis que (82%, +8, niveau le plus élevé de l'Union après le Luxembourg) pensent que ces entreprises « le font avant tout pour augmenter leurs profits ».



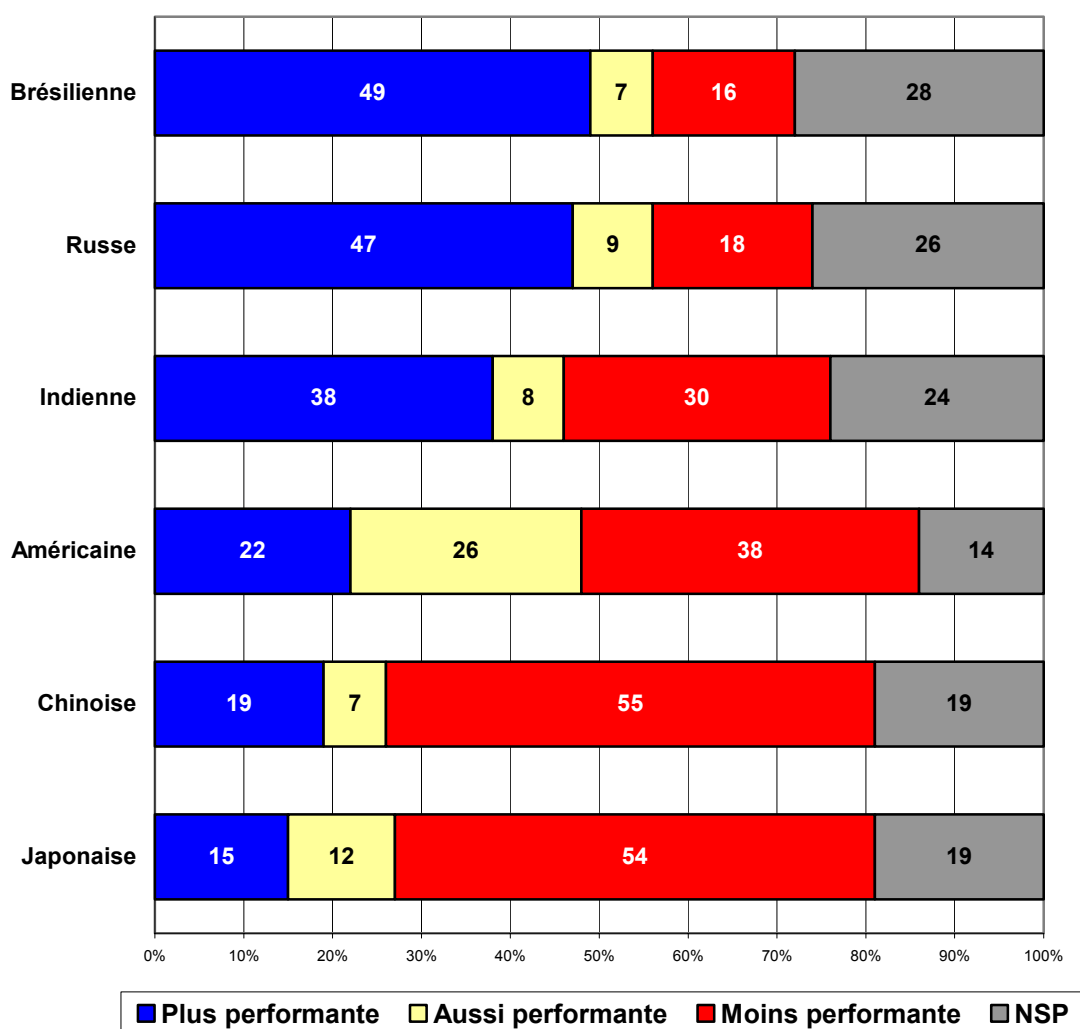
**Veillez me dire si vous êtes ... avec chacune des affirmations suivantes.**



Une nouvelle batterie de questions nous permet de mieux cerner « l'exception française ». 82% des Français se déclarent d'accord avec l'idée selon laquelle la mondialisation profite uniquement aux grandes entreprises et pas aux citoyens (niveau le plus élevé de l'Union, 19 points au-dessus de la moyenne européenne) et 74% pensent qu'elle accroît les inégalités sociales (seuls les Slovénes et les Grecs partagent cet avis dans une plus forte proportion et la France se situe 18 points au-dessus de la moyenne UE-27).

























































Si 61% admettent qu'elle permet une plus grande ouverture aux cultures extérieures, 53% y voient une menace pour la culture française (niveau le plus élevé après Chypre). Une majorité des Français ne croient pas que la mondialisation contribue à la paix dans le monde (56%, record d'Europe). Les Français se singularisent également en étant que 10% à penser que la mondialisation nous protège des augmentations de prix, soit le niveau le plus faible en Europe. Sur la plupart des dimensions testées, les plus jeunes se montrent toutefois plus positifs sur l'impact de la mondialisation.

### Diriez-vous que l'économie européenne est plus/moins/aussi performante que... ?



Invités à comparer la situation de l'économie européenne à celle des grands pays du monde, les Français ne la jugent plus performante que par rapport à l'économie du Brésil (49% contre 16%), de la Russie (47% contre 18%) et de l'Inde (38% contre 30%). En revanche, ils considèrent les économies américaine (38%), japonaise (54%) et chinoise (55%) comme plus performantes que celles des pays européens.

Interrogés sur le rôle de l'Union européenne, quatre Français sur dix (40%) estiment qu'elle « nous protège des effets négatifs de la mondialisation » (48% sont d'un avis opposé) et seuls 37% (contre 47%) qu'elle « permet aux citoyens européens de mieux bénéficier des effets positifs de la mondialisation ». C'est en France que ce sentiment est le moins partagé.

L'Union européenne nous aide à nous protéger des effets négatifs de la mondialisation. (GROUPE A)				L'Union européenne permet aux citoyens européens de mieux bénéficier des effets positifs de la mondialisation. (GROUPE B)			
		D'accord	Pas d'accord			D'accord	Pas d'accord
	UE27	<b>44%</b>	<b>35%</b>		UE27	<b>48%</b>	<b>31%</b>
	DK	<b>62%</b>	28%		DK	<b>72%</b>	19%
	BE	<b>61%</b>	33%		SE	<b>72%</b>	16%
	NL	<b>59%</b>	27%		BE	<b>61%</b>	33%
	SE	<b>53%</b>	30%		NL	<b>60%</b>	25%
	PT	<b>52%</b>	25%		FI	<b>60%</b>	32%
	ES	<b>49%</b>	20%		PL	<b>59%</b>	16%
	PL	<b>49%</b>	24%		MT	<b>58%</b>	12%
	SK	<b>49%</b>	34%		SK	<b>58%</b>	26%
	MT	<b>48%</b>	22%		EE	<b>55%</b>	21%
	FI	<b>47%</b>	43%		PT	<b>54%</b>	23%
	EE	<b>46%</b>	34%		CY	<b>52%</b>	17%
	LU	<b>46%</b>	40%		LT	<b>52%</b>	16%
	HU	<b>45%</b>	41%		HU	<b>52%</b>	32%
	BG	<b>44%</b>	21%		RO	<b>51%</b>	12%
	IT	<b>43%</b>	33%		IT	<b>50%</b>	30%
	SI	43%	<b>47%</b>		CZ	<b>49%</b>	34%
	IE	<b>42%</b>	23%		BG	<b>48%</b>	16%
	CY	<b>42%</b>	34%		ES	<b>48%</b>	19%
	RO	<b>41%</b>	22%		IE	<b>46%</b>	16%
	EL	41%	<b>56%</b>		EL	45%	<b>53%</b>
	DE	41%	<b>44%</b>		UK	<b>44%</b>	27%
	CZ	<b>41%</b>	<b>41%</b>		LU	<b>43%</b>	38%
	FR	40%	<b>48%</b>		DE	42%	<b>45%</b>
	UK	<b>39%</b>	36%		SI	41%	<b>44%</b>
	LT	<b>36%</b>	20%		LV	<b>38%</b>	33%
	AT	30%	<b>54%</b>		AT	38%	<b>47%</b>
	LV	26%	<b>50%</b>		FR	37%	<b>47%</b>

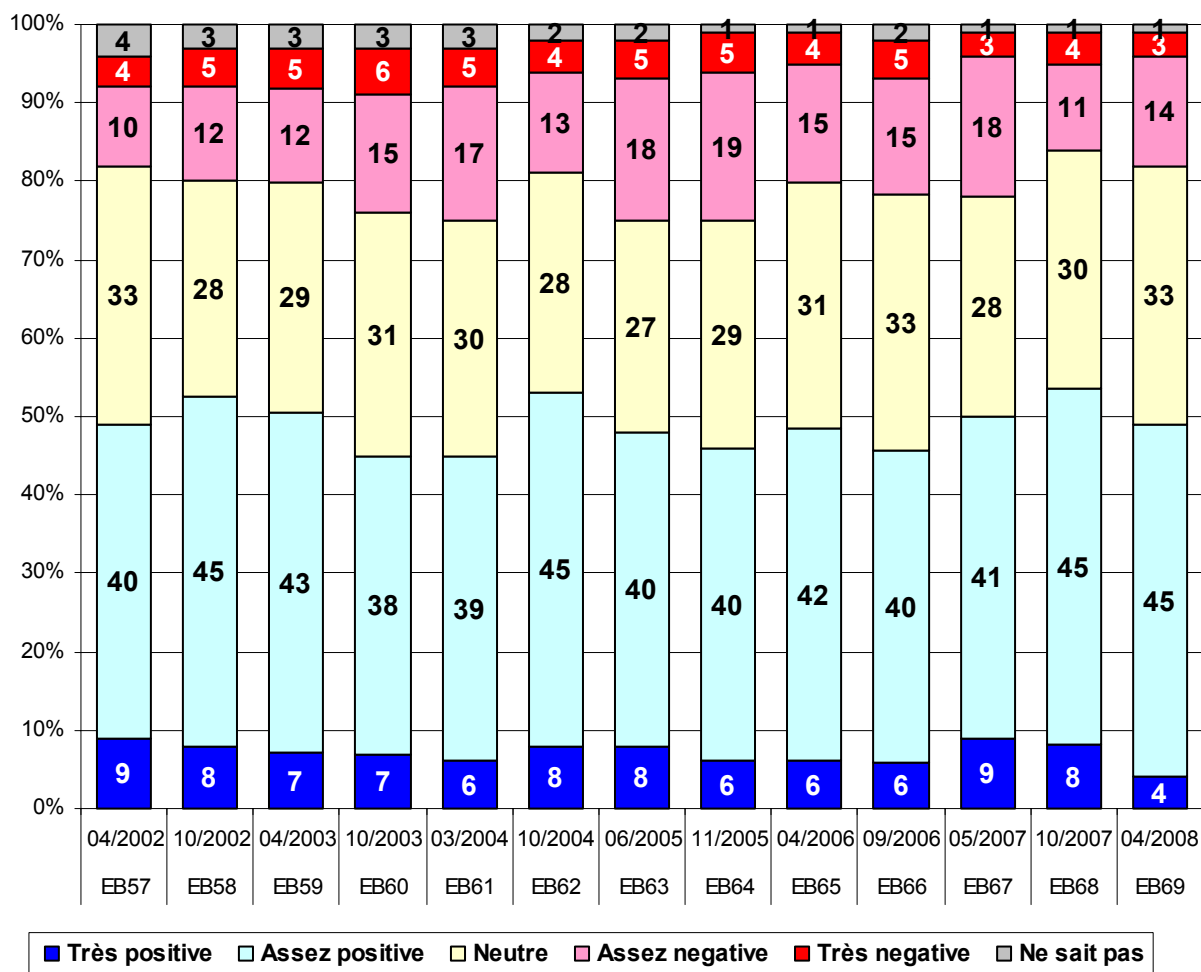
Chiffres en caractères gras = opinion majoritaire dans le pays

## II) LES FRANÇAIS ET L'UNION EUROPÉENNE

### A) L'IMAGE DE L'UNION

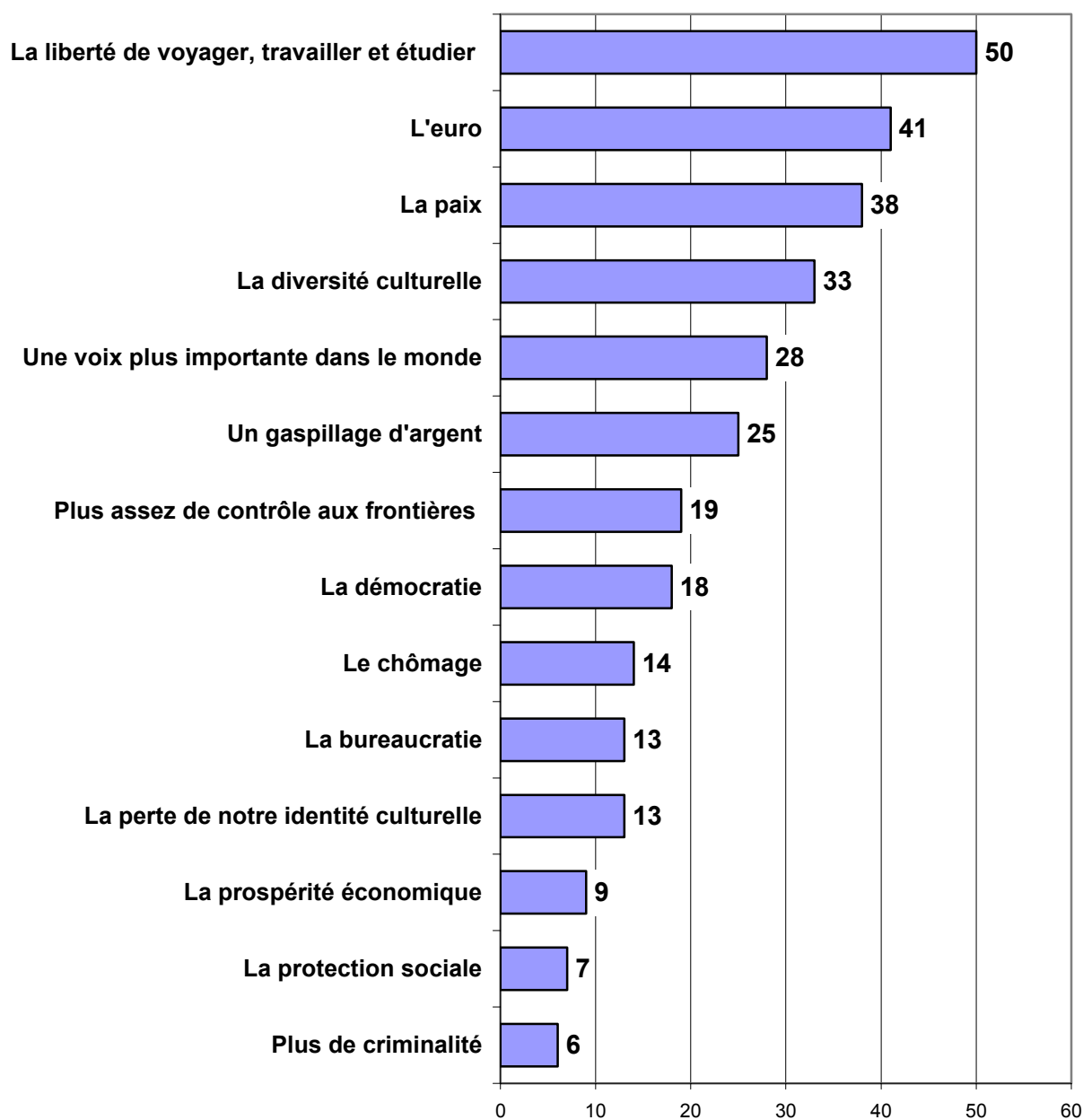
#### Une Union associée à des valeurs

En général, l'Union européenne évoque-t-elle pour vous une image très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative ?



Malgré un tassement des opinions «très positives», l'image de l'Union européenne dans l'opinion française demeure relativement stable. Un Français sur deux (49%) en a une perception positive (-4 points depuis l'automne 2007) et les opinions négatives (17%, +2) demeurent marginales. Enfin, un Français sur trois (33%) a une image neutre de l'Union européenne.

**Que représente l'UE pour vous personnellement ?**  
(Plusieurs réponses possibles)



La hiérarchie des réponses reste inchangée depuis les deux derniers sondages. L'Union européenne est associée avant tout à des concepts positifs : la liberté de voyager, d'étudier et de travailler (50%, mais en recul de 9 points en un an), la monnaie unique (41%, -9), la paix (38%, -11), la diversité culturelle (33%) et son rôle sur la scène internationale (28%).

Parmi les éléments de perception négative, on trouve aux premières places les gaspillages d'argent (25%), l'insuffisance de contrôle aux frontières (19%), le chômage (14%), la bureaucratie et la perte de l'identité culturelle (13%).

Les idées de paix (12 points au-dessus de la moyenne européenne) et de diversité culturelle (11 points au-dessus) sont davantage présentes que dans le reste de l'Union, mais c'est aussi le cas de la notion de gaspillage (6 points au-dessus). En revanche, avec seulement 9% de citations pour la prospérité économique (au lieu de 20% en moyenne UE-27), les Français sont les moins nombreux à choisir cet item.

Interrogés sur les valeurs qui comptent plus pour eux-mêmes, les citoyens français mentionnent en premier la paix (45%), les droits de l'homme (42%), le respect de la vie humaine (41%) et la démocratie (27%). La hiérarchie des réponses est comparable pour ce qui est des valeurs qui représentent le mieux à leurs yeux l'Union européenne : les droits de l'homme arrivent en tête (37%), suivis de la paix (35%) et de la démocratie (34%).

**Dans la liste suivante, quelles sont les trois valeurs qui comptent le plus pour vous ?**

*(3 réponses possibles)*

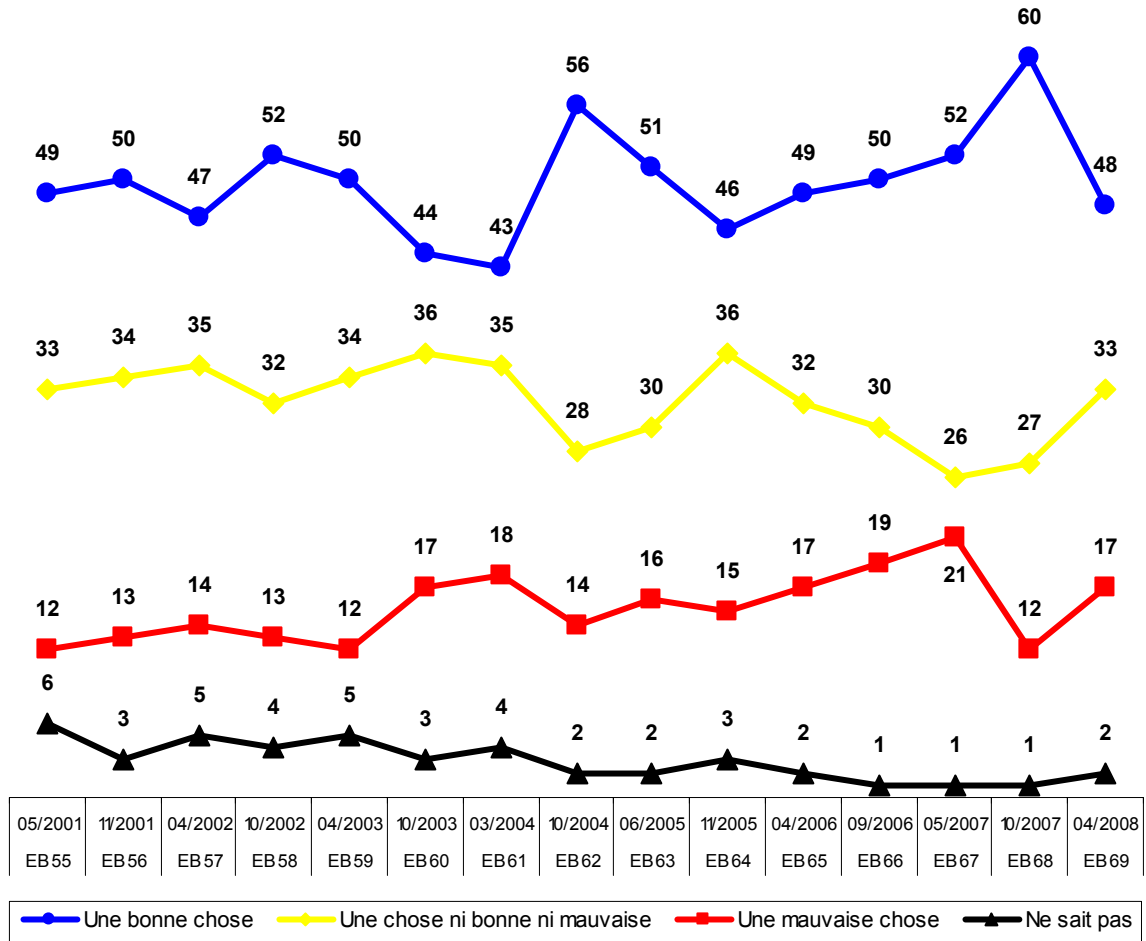
**Quelles sont les trois valeurs qui représentent le mieux l'Union européenne, parmi les suivantes ? (3 réponses possibles)**

	<b>Attachement personnel</b>	<b>Association à l'UE</b>
<b>La paix</b>	48%	41%
<b>Le respect de la vie humaine</b>	48%	11%
<b>Les droits de l'homme</b>	46%	45%
<b>La démocratie</b>	25%	34%
<b>La tolérance</b>	25%	9%
<b>L'égalité</b>	24%	10%
<b>Les libertés individuelles</b>	23%	11%
<b>La solidarité</b>	22%	17%
<b>Le respect des autres cultures</b>	12%	26%
<b>L'épanouissement personnel</b>	12%	1%
<b>L'état de droit</b>	7%	16%
<b>La religion</b>	3%	3%
<b>NSP</b>	0%	10%
<b>Autres</b>	0%	4%

## B) APPARTENANCE ET BÉNÉFICES

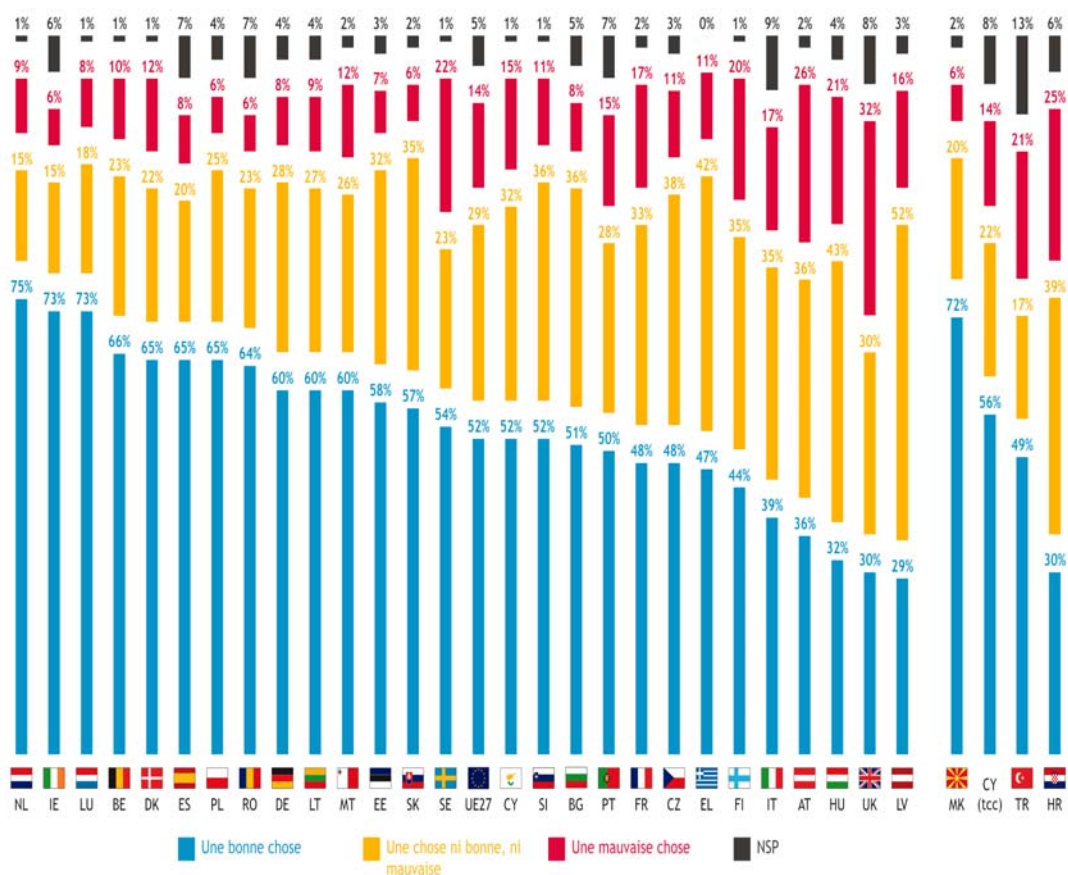
### Une baisse des opinions favorables

D'une façon générale, pensez-vous que l'appartenance de la France à l'UE est une bonne chose, une mauvaise chose, une chose ni bonne ni mauvaise?



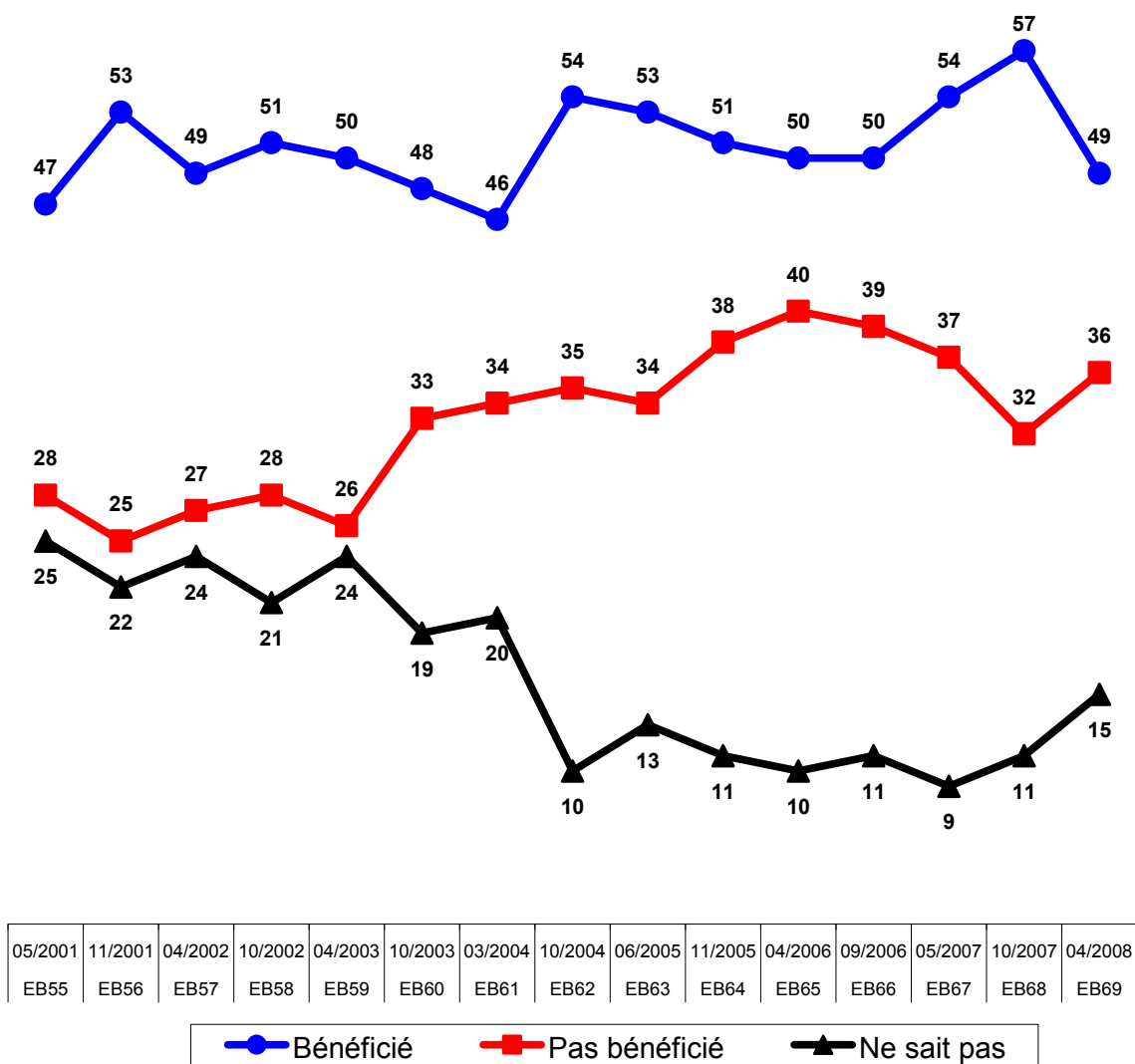
Après les résultats exceptionnels observés à l'automne 2007, qui représentaient un record depuis 1991, on assiste à une dégradation très nette des indicateurs de perception générale sur l'Union : à la veille de la présidence française, 48% des personnes interrogées estiment que l'appartenance de leur pays à l'Union européenne est une « bonne chose » (-12 points en un semestre), 17% (+5) qu'elle est une « mauvaise chose » et 33% (+6) qu'elle est une chose « ni bonne ni mauvaise ».

Question: QA7. D'une façon générale, pensez-vous que le fait pour (NOTRE PAYS) de faire partie de l'Union européenne est ... ?



Avec 47% d'avis favorables à l'appartenance à l'UE, l'opinion française, qui se situait au 13<sup>e</sup> rang sur 27 à l'automne dernier, descend à la 18<sup>e</sup> marche, un niveau proche de celui enregistré ces dernières années. On trouve les niveaux les plus élevés aux Pays-Bas (75%), en Irlande et au Luxembourg (73%), tandis que les quatre pays les plus « eurosceptiques » en la matière sont le Royaume-Uni (32% d'avis défavorables) et l'Autriche (26%).

**Tout bien considéré, pensez-vous que la France  
a bénéficié ou pas bénéficié de son appartenance à l'Union européenne ?**

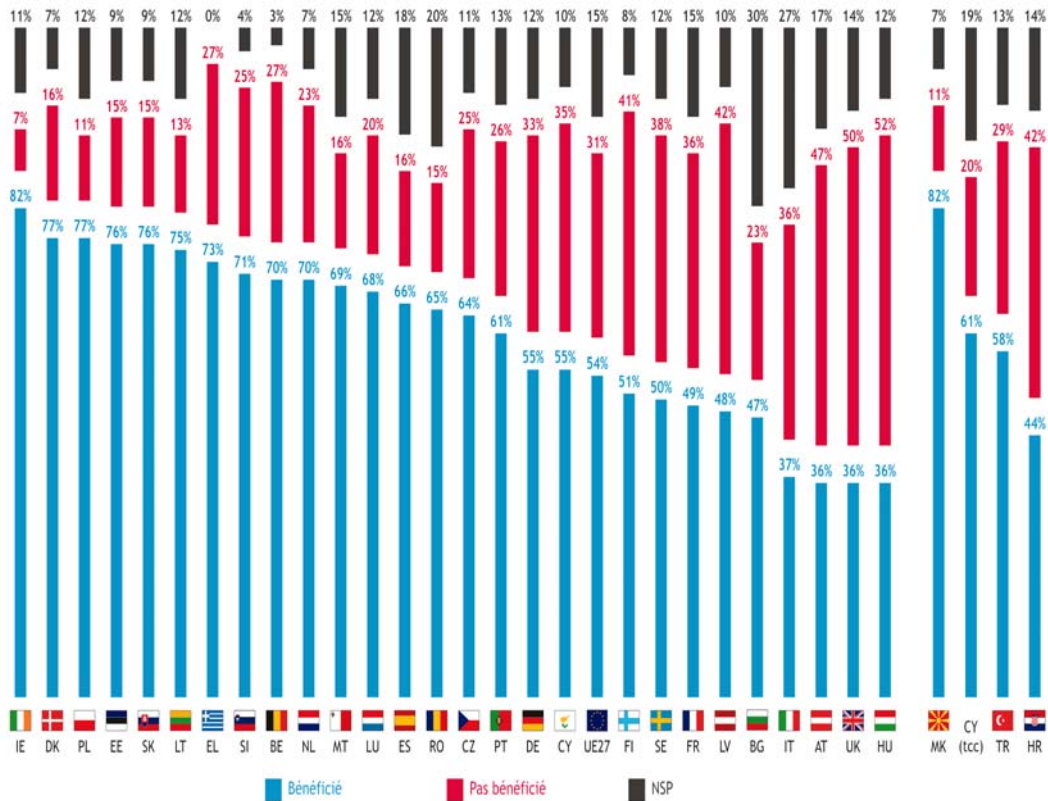


Selon 49% des personnes interrogées (-8 points en six mois), la France n'a pas bénéficié de son appartenance à l'Union européenne, tandis que 36% (+4) sont d'un avis contraire. Après la forte hausse constatée à l'automne 2007, on retrouve des niveaux plus classiques.

L'écart entre les catégories « a bénéficié » et « n'a pas bénéficié » (13 points) tend ainsi à se resserrer et se rapproche des niveaux planchers qui avaient suivi le référendum sur le traité constitutionnel européen.

Avec 49% d'avis positifs sur les bénéfices de l'appartenance à l'Union, l'opinion française se situe à nouveau en retrait par rapport à la moyenne UE-27 (54%), alors qu'elle situait au même niveau il y a six mois. À l'échelle européenne, les plus convaincus des bienfaits de l'appartenance à l'UE sont les Irlandais (82%), les Danois et les Polonais (77%). À l'autre extrémité du classement, on trouve les Hongrois, les Britanniques et les Autrichiens (36%).

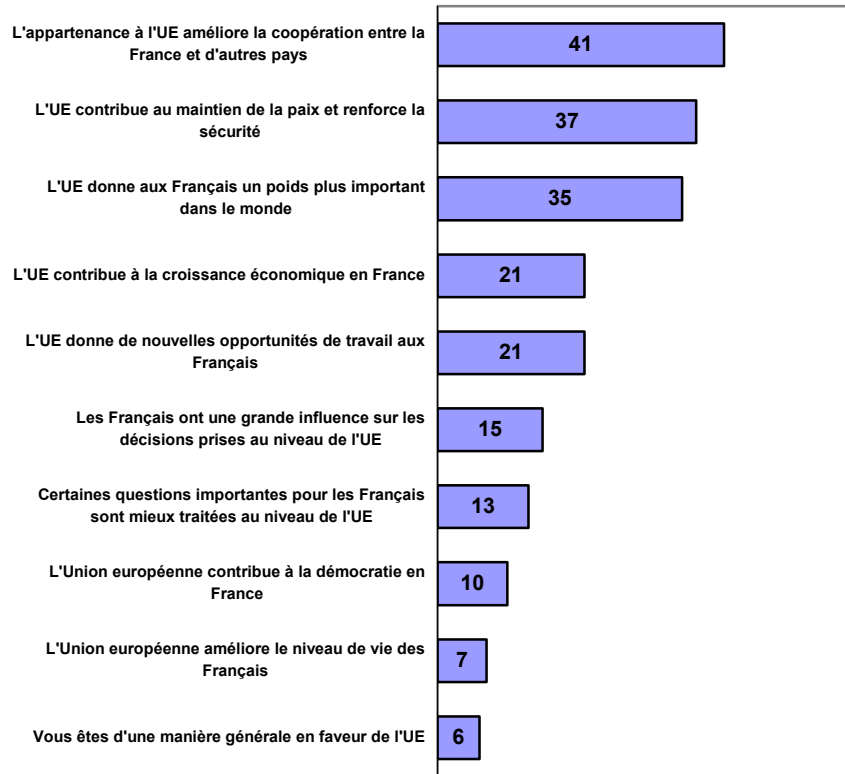
Question: Q48. Tout bien considéré, estimez-vous que (NOTRE PAYS) a bénéficié ou non de son appartenance à l'Union européenne ?



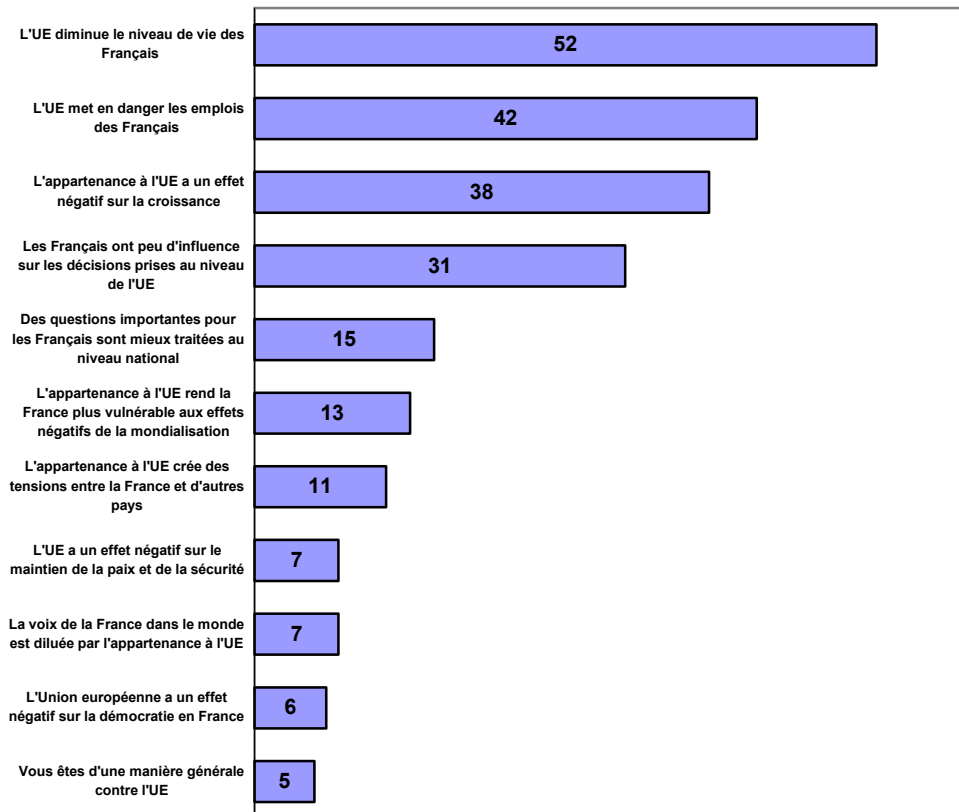
Afin d'en savoir plus sur les facteurs expliquant ces réponses à cette question, de nouvelles questions ont été introduites, posées respectivement à ceux qui ont le sentiment que leur pays a bénéficié de son appartenance à l'Union et à ceux qui ont une impression inverse.

Parmi ceux qui estiment que la France a bénéficié de son appartenance à l'UE, les éléments les plus cités sont liés au contexte international : l'appartenance à l'Union permet d'améliorer la coopération avec les autres États membres (41%), de contribuer au maintien de la paix et de la sécurité (37%) et surtout de donner à la France un poids plus important dans le monde (35%). En revanche, les répondants sont beaucoup moins sensibles que les autres Européens aux bénéfices sur le plan économique (écart négatif de 9 points) et en termes de niveau de vie (-8).

**Quelles sont les principales raisons qui vous font penser que la France a bénéficié de son appartenance à l'Union européenne (3 réponses maximum) ?**



**Quelles sont les principales raisons qui vous font penser que la France n'a pas bénéficié de son appartenance à l'Union européenne (3 réponses maximum) ?**



De même, ceux qui considèrent que la France n'a pas bénéficié de son appartenance à l'Union critiquent surtout les conséquences prétendument négatives qu'elle aurait dans le domaine économique : 52% des répondants pensent que cette appartenance fait baisser leur niveau de vie, (alors que la moyenne UE-27 s'élève à 28%), 42% estiment que l'UE met en danger les emplois dans leur pays (alors qu'ils ne sont que 28% au niveau européen) et 38% jugent que l'appartenance à l'Union a un effet négatif sur la croissance économique dans leur pays, avec un écart négatif de 12 points par rapport à la moyenne UE-27 (26%).

Ces hypothèses semblent confirmées par le tableau suivant, qui résume la manière dont les Français perçoivent le fonctionnement de la « machine communautaire » :

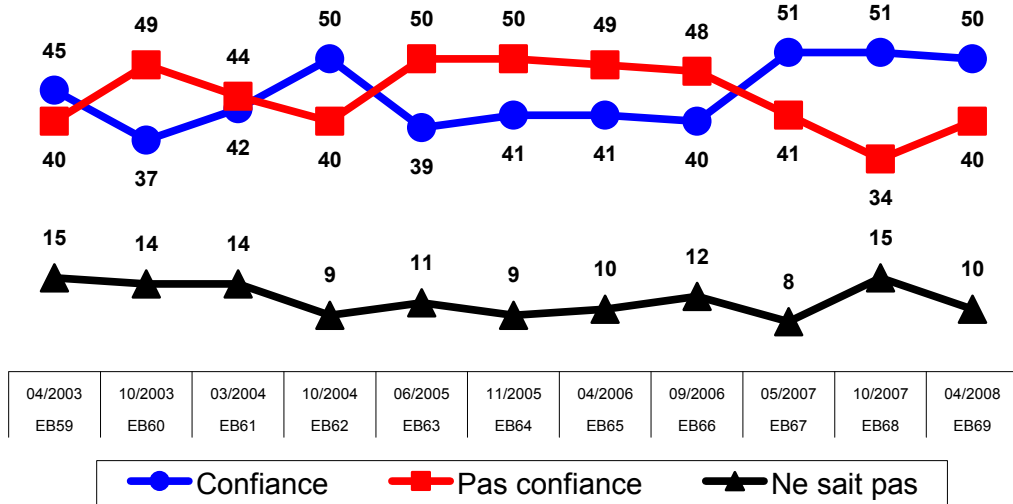
**Êtes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord  
avec les affirmations suivantes ?**

	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	NSP
La voix de la France compte dans l'Union européenne	80%	16%	4%
Ma voix compte en France	72%	25%	3%
L'Union européenne impose ses vues sur la France	69%	19%	12%
Les intérêts de la France sont bien pris en compte dans l'Union européenne	51%	34%	15%
Je comprends le fonctionnement de l'Union européenne	43%	53%	4%
Ma voix compte dans l'Union européenne	41%	51%	8%
J'ai le sentiment d'être plus en sécurité parce que la France est membre de l'Union européenne	36%	60%	4%
J'ai le sentiment que nous sommes plus stables économiquement parce que la France fait partie de la zone euro	39%	53%	8%
Sur les enjeux européens, ma voix est entendue par mon gouvernement	27%	64%	9%
Sur les enjeux européens, ma voix est entendue par le Parlement européen	27%	60%	13%
Sur les enjeux européens, ma voix est entendue par la Commission européenne	24%	60%	16%

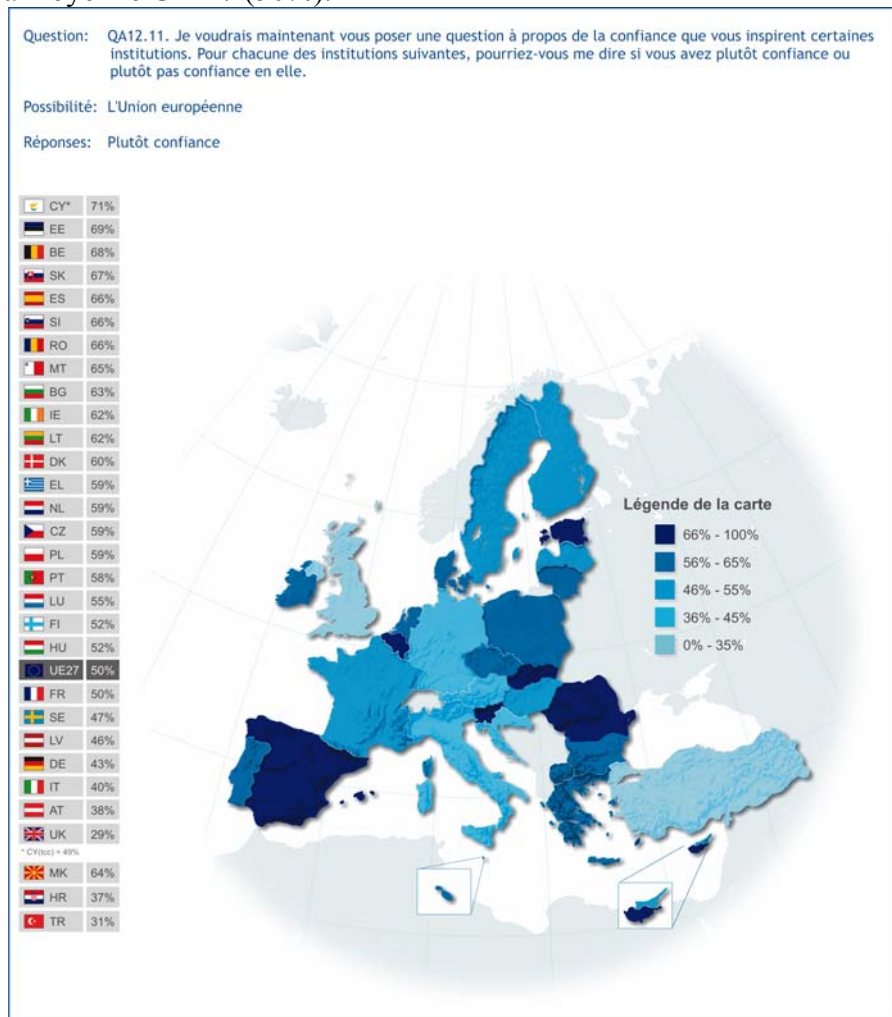
Si les personnes interrogées sont globalement satisfaites par la place qu'occupe leur pays au sein de l'UE, près de six Français sur dix expriment leur mécontentement quant à la manière où leur voix est entendue par les principales institutions européennes.

## C) LES FRANÇAIS ET LES INSTITUTIONS EUROPÉENNES

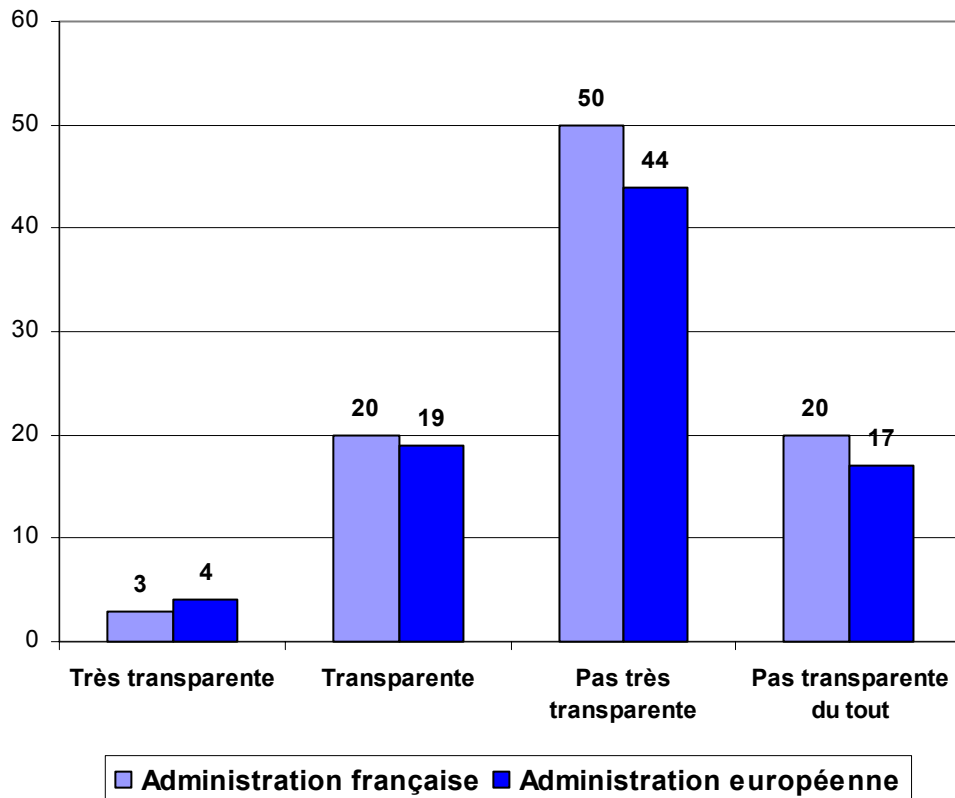
Pour chacune de ces institutions, pourriez-vous nous dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elles ?



Avec un taux de confiance de 50% dans l'Union européenne, la France se situe à un niveau identique de la moyenne UE-27 (50%).

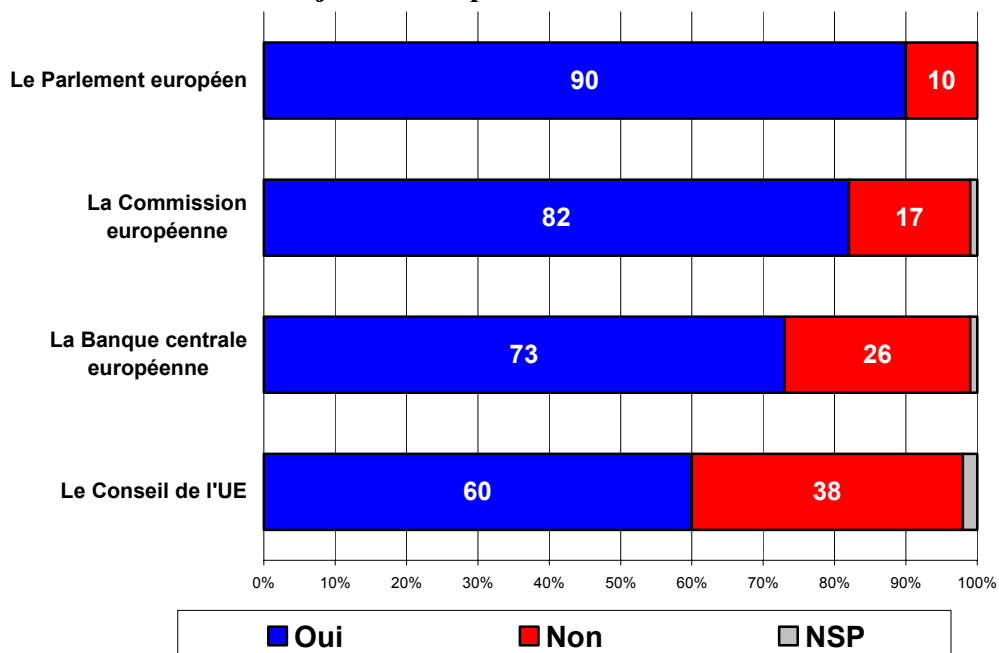


**Selon vous, dans quelle mesure l'administration publique français/européenne est-elle transparente aujourd'hui ?**



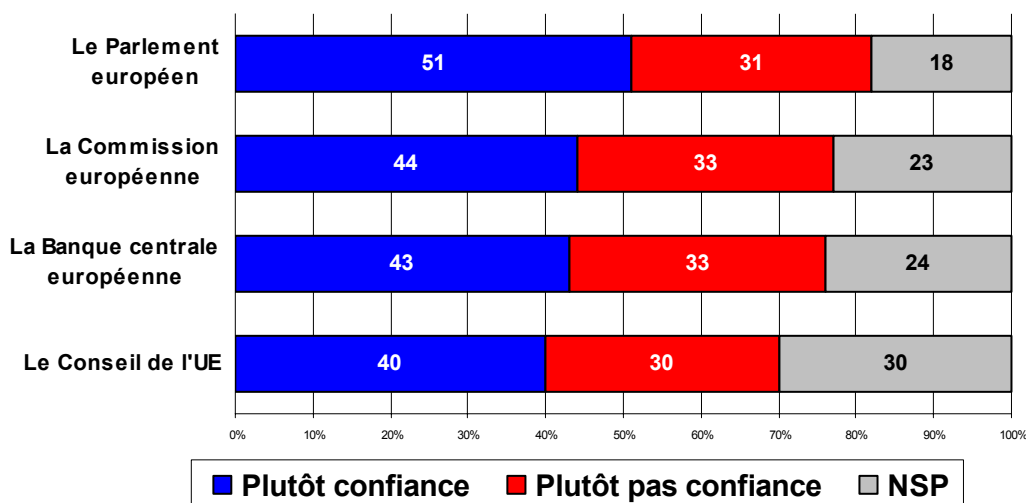
Les Français portent un regard analogue sur l'administration et l'administration communautaire : seuls 23% d'entre eux les jugent transparentes ou très transparentes. En revanche, 70% d'entre eux considèrent opaque le fonctionnement de l'administration nationale et 61% celui de l'administration européenne. Cette différence s'explique par la part plus élevée des « sans avis » en ce qui concerne l'administration communautaire (16% contre 7%).

**Avez-vous déjà entendu parler des institutions suivantes ?**

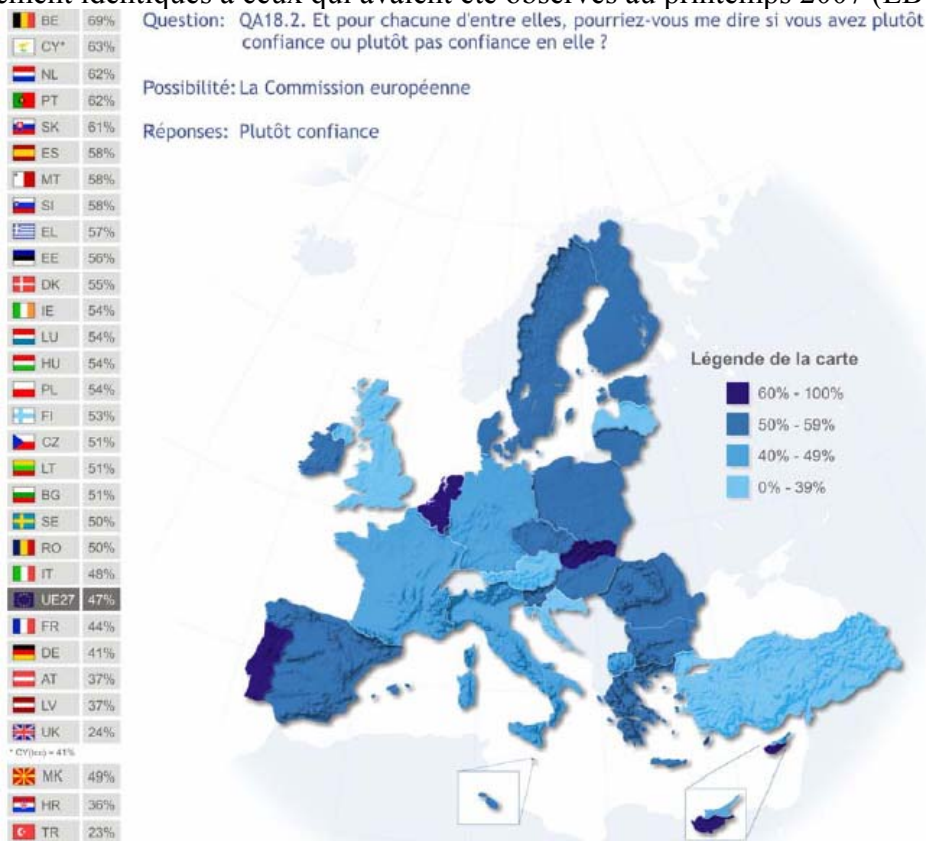


Le Parlement (90%) et la Commission (82%) demeurent les deux institutions européennes les plus connues. La notoriété de la Banque centrale européenne (73%, +1) continue d'augmenter au fil des sondages et dépasse désormais celle du Conseil de l'Union européenne (60%).

**Et pour chacune de ces institutions, pourriez-vous dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elles ?**

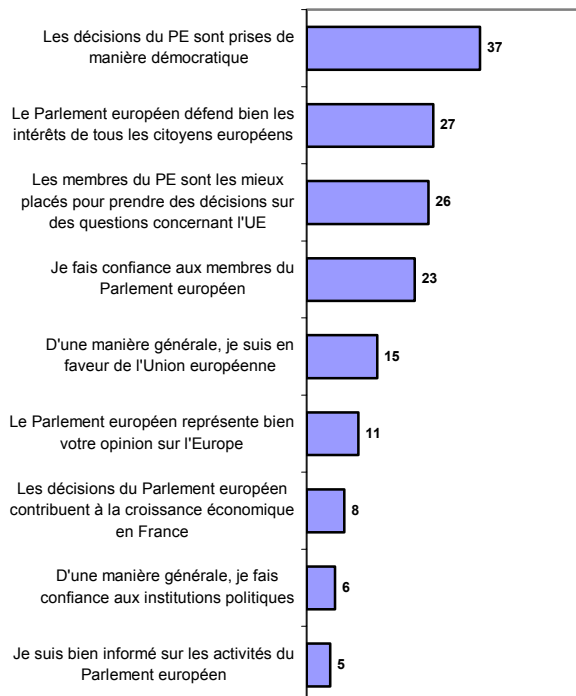


Comme toujours, on constate un lien entre la notoriété d'une institution et la confiance qui lui est accordée. Le Parlement arrive en tête avec une cote de confiance de 51%, suivi de la Commission européenne (44%), de la BCE (43%) et du Conseil de l'UE (40%). En revanche, environ le tiers des Français déclare ne pas faire confiance aux organisations européennes, ce qui représente une hausse moyenne de quelque six points par rapport à l'Eurobaromètre 68. Cependant, les résultats sont sensiblement identiques à ceux qui avaient été observés au printemps 2007 (EB 67).

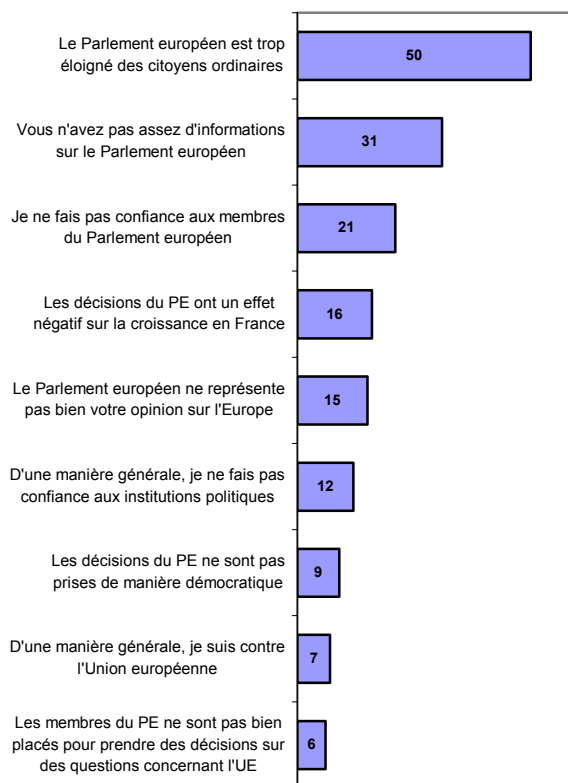


Afin d'approfondir les raisons qui expliquent la confiance ou la méfiance des trois principales institutions européennes, de nouvelles questions ont été introduites, selon la réponse apportée à la question précédente (« confiance » ou « pas confiance »).

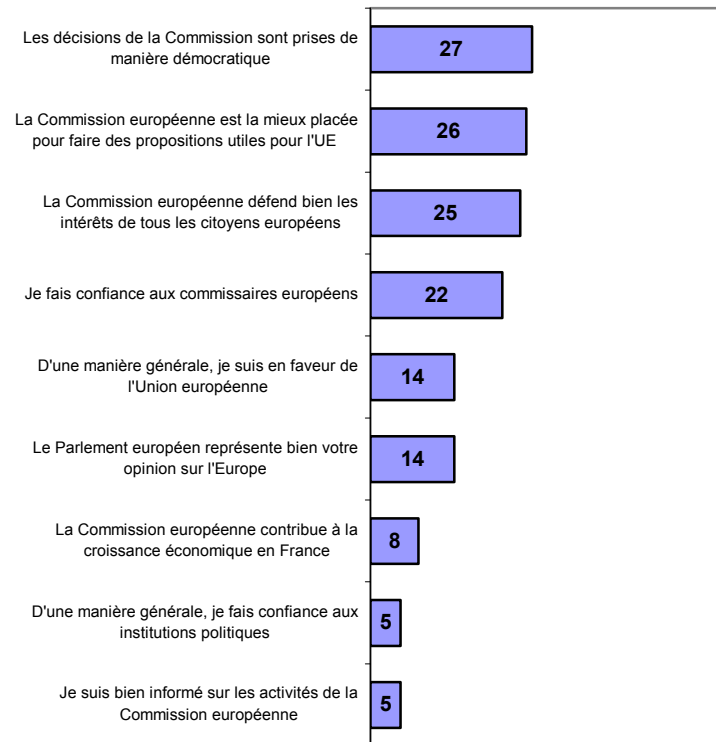
**Quelles sont les principales raisons qui font que vous faites confiance au Parlement européen ?**



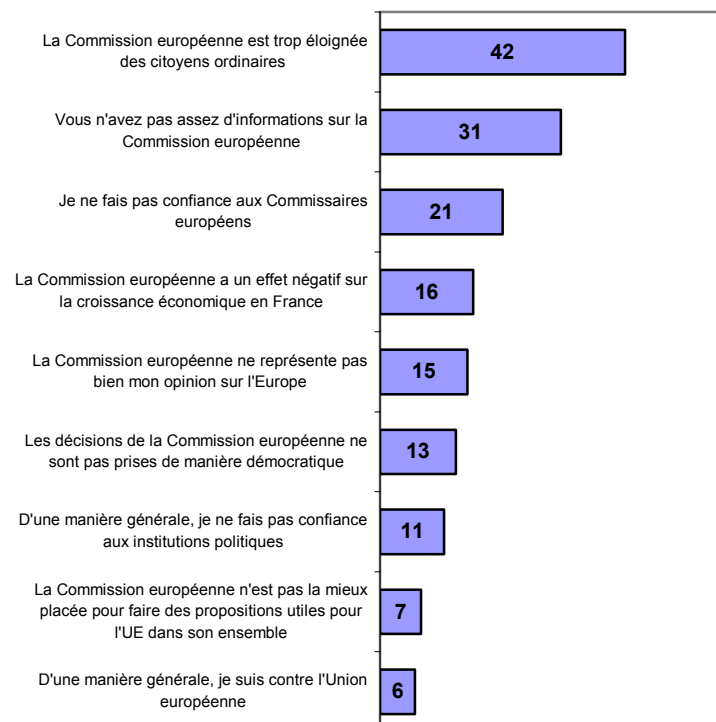
**Quelles sont les principales raisons qui font que ne vous faites pas confiance au Parlement européen ?**



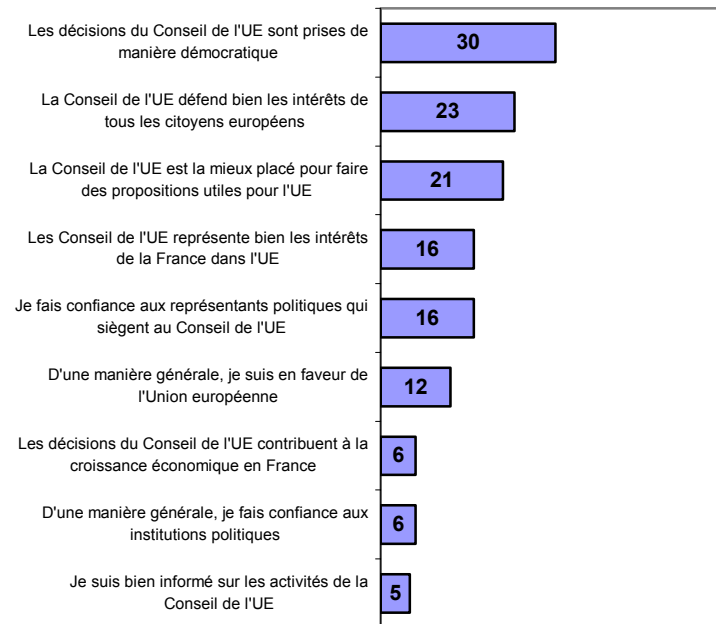
## Quelles sont les principales raisons qui font que vous faites confiance à la Commission européenne ?



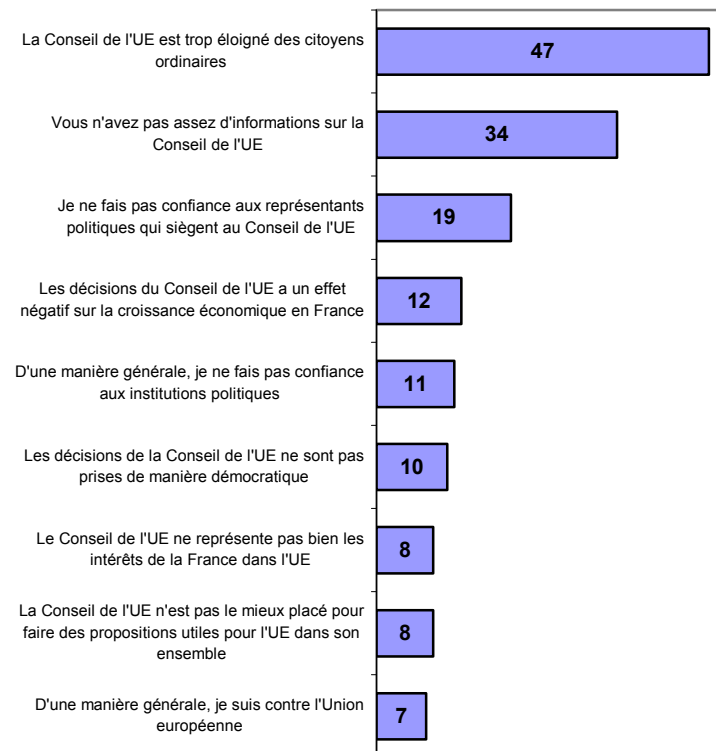
## Quelles sont les principales raisons qui font que ne vous faites pas confiance à la Commission européenne ?



## Quelles sont les principales raisons qui font que vous faites confiance au Conseil européen ?

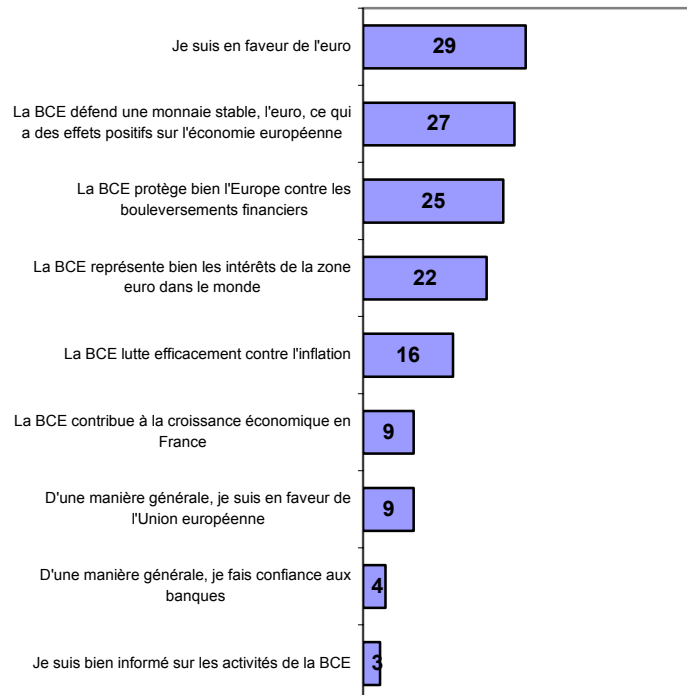


## Quelles sont les principales raisons qui font que vous ne faites pas confiance au Conseil européen ?

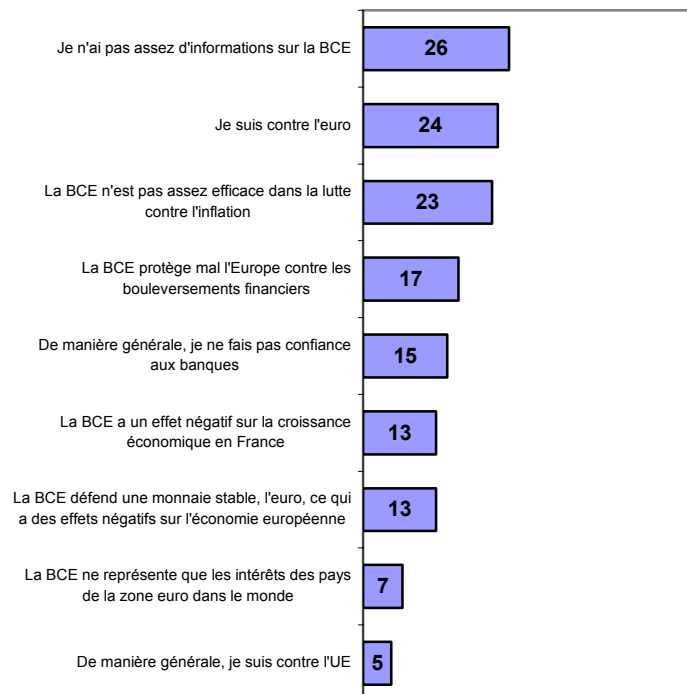


La comparaison entre ces tableaux montre des similitudes entre la perception des trois institutions. Le fait que les décisions soient prises de manière démocratique est la raison principale qui justifie la confiance des répondants. En revanche, la notion d'éloignement et le manque d'information sont le plus souvent cités comme des facteurs de défiance.

## Quelles sont les principales raisons qui font que vous faites confiance à la Banque centrale européenne (BCE) ?

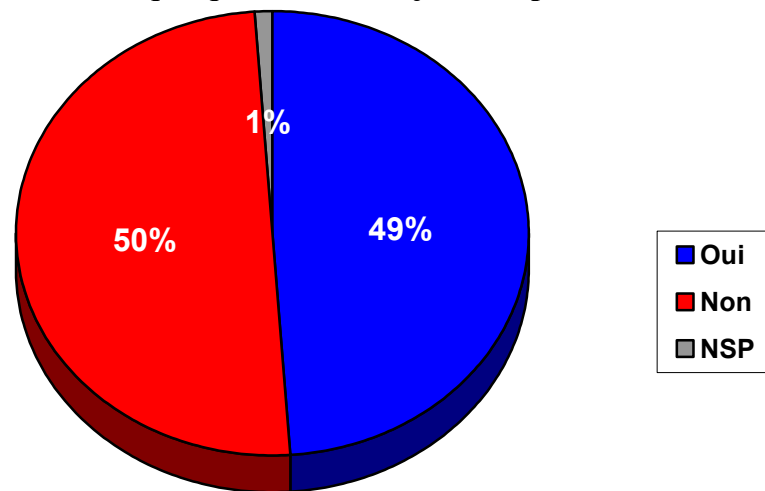


## Quelles sont les principales raisons qui font que vous ne faites pas confiance à la Banque centrale européenne (BCE) ?



Alors que le débat sur les taux d'intérêt et sur les taux de change bat son plein en France, les répondants se distinguent par un jugement plus sévère sur la politique monétaire de la Banque centrale européenne : 24% de ceux qui ne lui font pas confiance affirment être contre l'euro, 13% estiment que la défense d'une monnaie stable a « des effets négatifs sur l'économie européenne » et 23% jugent que la BCE n'est pas assez efficace dans la lutte contre l'inflation.

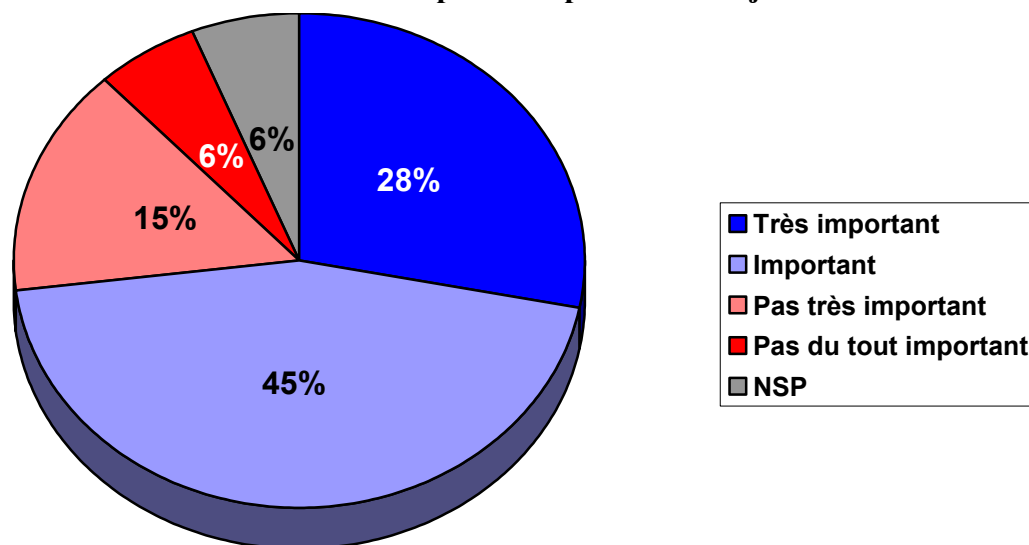
**Avez-vous récemment lu dans les journaux ou entendu à la radio ou à la télévision ou vu sur Internet quelque chose au sujet de la présidence française ?**



À la veille de la présidence française du Conseil européen, 49% des personnes interrogées en France (contre 27% au niveau européen) ont lu dans les journaux, entendu à la radio ou vu à la télévision ou sur Internet quelque chose au sujet de la présidence française. Plus en détail, 62% des hommes et 36% des femmes, 31% des 15-24 ans, 42% des 25-39 ans, 48% des 40-54 et 61% des plus de 55 ans savent que la France présidera le Conseil européen.

Dans l'ensemble de l'Union, ce sont 27% des citoyens qui déclarent avoir entendu parler de la présidence française de l'Union (PFUE). La notoriété est particulièrement élevée en Slovénie (qui détenait la présidence précédent la française, 62%), au Luxembourg (42%), et en Autriche (39%). C'est au Royaume-Uni qu'elle est la plus faible (15%).

**Pensez-vous que c'est important ou non que la France devienne le Président du Conseil de l'Union européenne à partir du 1er juillet ?**



En dépit de l'assez faible notoriété de la présidence française, près de trois Français sur quatre (73%) pensent que cet événement est « important » (45%) ou « très important » (28%) et seuls 21% qu'il n'est « pas très important » (15%) ou « pas important du tout » (6%).

Ceci nous amène naturellement à nous interroger sur le niveau des connaissances réelles sur l'Union européenne.

**Pour chacune des affirmations suivantes sur l'Union européenne, pourriez-vous me dire si elle vous semble vraie ou fausse ?**

	VRAI	FAUX	NSP
L'Union européenne est actuellement composée de quinze Etats membres	18% <i>UE-27 : 24%</i>	<b>68%</b> <i>UE-27 : 52%</i>	14% <i>UE-27 : 29%</i>
Tous les 6 mois, un Etat membre différent prend la présidence de l'Union européenne	<b>46%</b> <i>UE-27 : 51%</i>	28% <i>UE-27 : 21%</i>	26% <i>UE-27 : 28%</i>
La zone euro est actuellement composée de douze Etats membres	39% <i>UE-27 : 38%</i>	<b>37%</b> <i>UE-27 : 28%</i>	24% <i>UE-27 : 24%</i>
La Suisse est un Etat membre de l'Union européenne	9% <i>UE-27 : 14%</i>	<b>82%</b> <i>UE-27 : 68%</i>	9% <i>UE-27 : 18%</i>

NB : Les réponses correctes sont en caractères gras.

Les connaissances des Français sur l'Union européenne et ses institutions sont légèrement meilleures que celles des autres Européens. Sur les quatre questions posées, les Français obtiennent un taux moyen de 58% de bonnes réponses et 24% de mauvaises réponses, alors que les Européens, dans leur ensemble, atteignent 50% de bonnes réponses et 24% de mauvaises réponses.

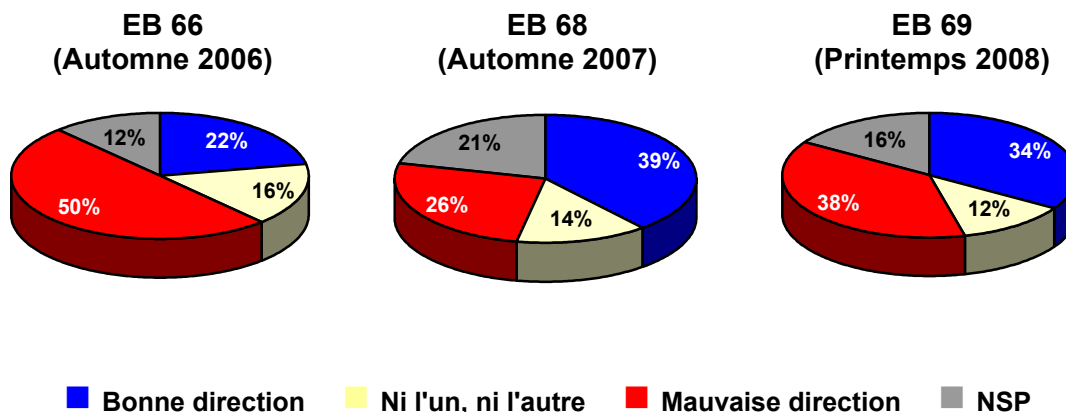
Plus précisément, les questions sur le nombre d'États membres et sur l'appartenance de la Suisse à l'UE posent peu de problème. La question, plus difficile, sur le nombre d'États de la zone euro (qui, après l'adhésion de la Slovaquie, sont désormais treize) partage à égalité les bonnes et les mauvaises réponses. En revanche, on relève la part assez limitée de personnes (46%) qui connaît le mécanisme de la présidence tournante, au moment même où la France s'apprête à assumer cette fonction au second semestre 2008.

### III) L'AVENIR DE LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE

#### A) L'ORIENTATION GÉNÉRALE

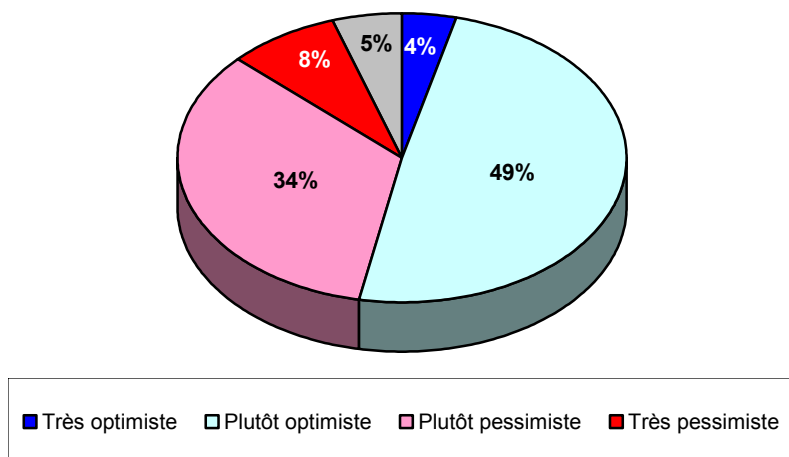
##### Entre optimisme et pessimisme

En ce moment, diriez-vous que, d'une manière générale, les choses vont dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction dans l'Union européenne ?



Après le sursaut d'optimisme que l'on avait constaté après l'élection présidentielle et le sommet européen de Berlin, l'opinion française est à nouveau majoritairement pessimiste : 38% (+12) estiment que les choses vont dans la mauvaise direction dans l'Union européenne, contre 34% (-5) jugeant que les choses vont dans la bonne direction. En dépit de retour du pessimisme, on constatera que la part des « optimistes » demeure bien supérieure à celle que l'on observait il y a dix-huit mois (34% au printemps 2008 contre 22% à l'automne 2006).

Diriez-vous que vous êtes très optimiste, plutôt optimiste, plutôt pessimiste ou très pessimiste au sujet du futur de l'Union européenne ?

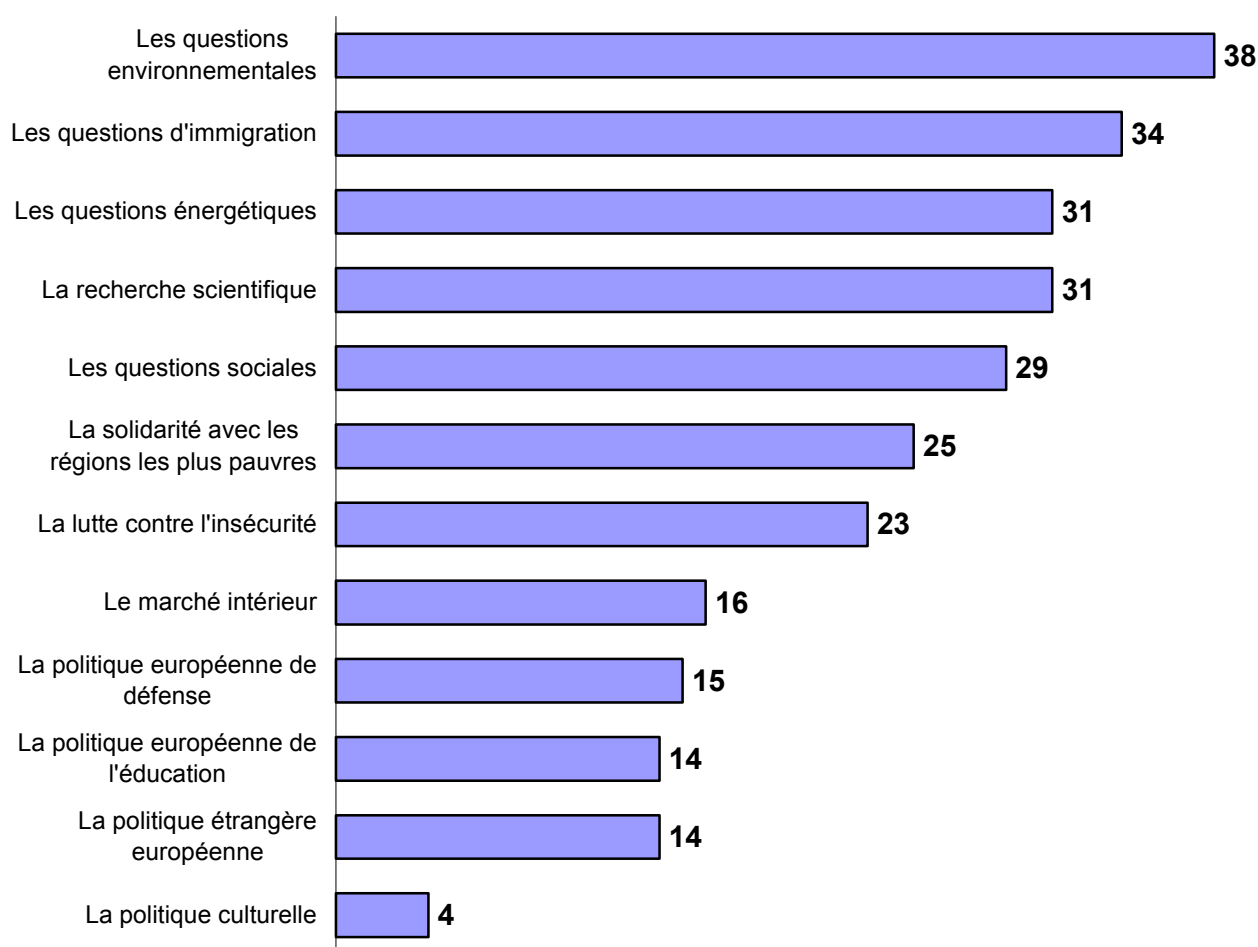


Les Français demeurent relativement confiants sur à l'avenir de l'Union européenne : 53% se disent « très optimistes » (4%) ou « plutôt optimistes » (49%), tandis que 42% avouent être « plutôt pessimistes » (34%) ou « très pessimistes » (8%).

## B) LES PRIORITÉS ET LE NIVEAUX DE DÉCISION

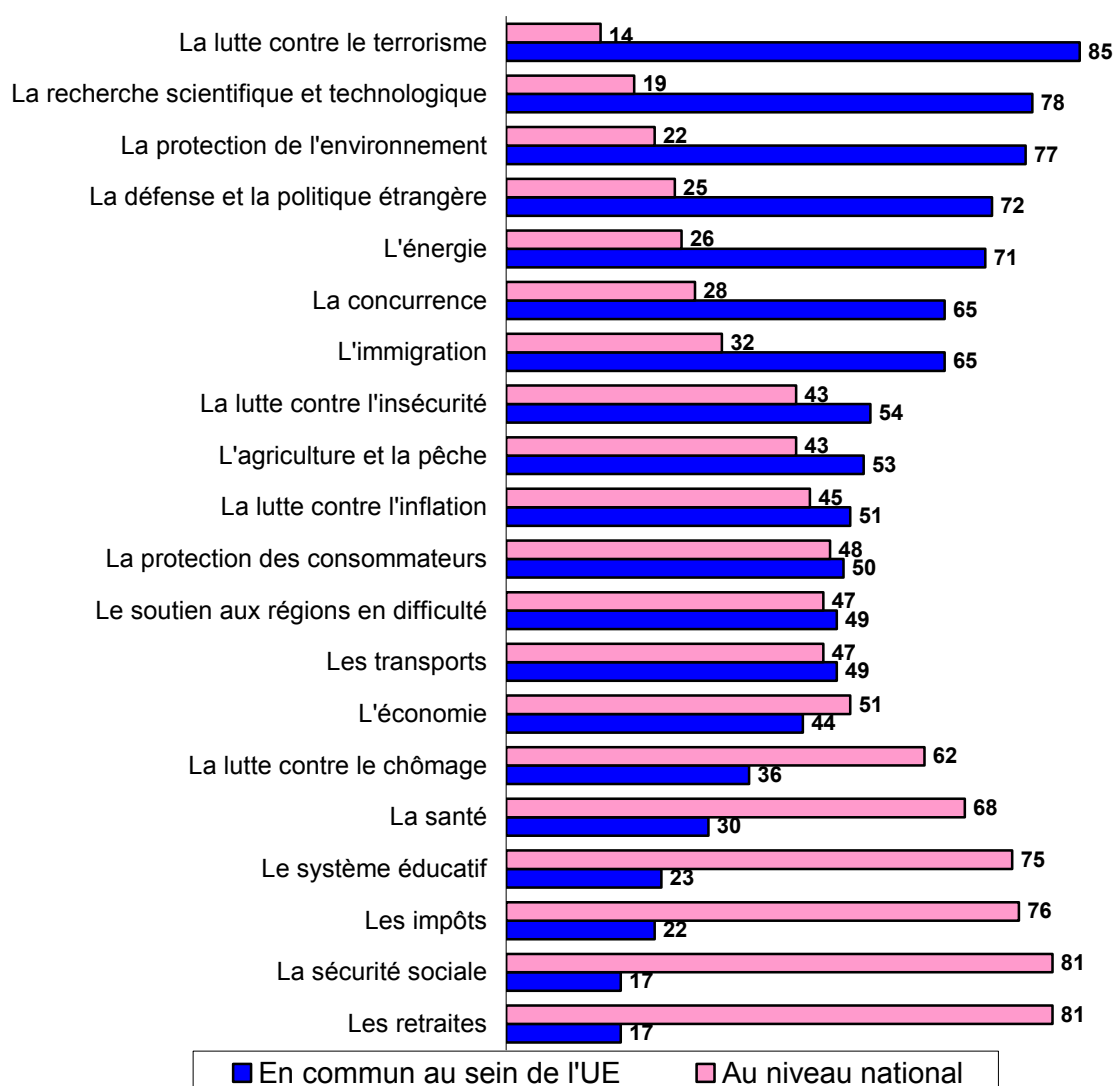
*Des priorités en phase avec celles de la présidence française*

À votre avis, sur quels aspects les institutions européennes devraient-elles mettre l'accent au cours des prochaines années pour renforcer l'Union européenne (trois réponses possibles) ?



Mises en avant par 38% des personnes interrogées, les questions environnementales restent la première priorité pour les prochaines années. Après l'environnement, les Français estiment que les institutions européennes devraient mettre l'accent sur les questions d'immigration (34%), puis sur les questions énergétiques (31%, en hausse de quatre points depuis l'automne 2007), trois priorités de la Présidence française de l'union européenne au second semestre 2008.

**Pour chacun de ces domaines, pensez-vous que les décisions  
devraient être prises par le gouvernement français  
ou qu'elles devraient être prises en commun au sein de l'UE ?**



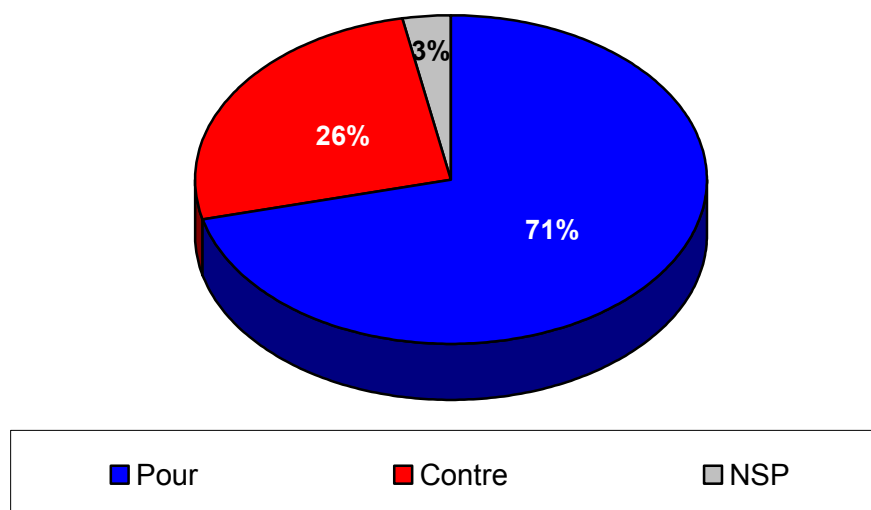
Le niveau communautaire est considéré comme le plus performant pour la lutte contre le terrorisme (85%, -2 par rapport à l'Eurobaromètre 68), la recherche scientifique et technologique (78%, -3), la protection de l'environnement (77%, -3), la défense et la politique étrangère (72%, -3) et la politique énergétique (71%, -9).

Les Français privilégient également le niveau européen en ce qui concerne la politique de la concurrence (65%, -3), l'immigration (65%, -4), la lutte contre l'insécurité (54%, +1) l'agriculture et la pêche (53%, -8), la lutte contre l'inflation (51%, -2), la protection des consommateurs (50%, -9), le soutien aux régions en difficulté (49%, -10).

Dans les autres domaines, les Français affichent une préférence pour le niveau national par rapport au niveau européen : c'est le cas notamment des transports (49%, +10), de l'économie (51%, +6), de la lutte contre le chômage (62%, -1), du système éducatif (75%, +7), de la sécurité sociale (81%) et des retraites (81%, +5).

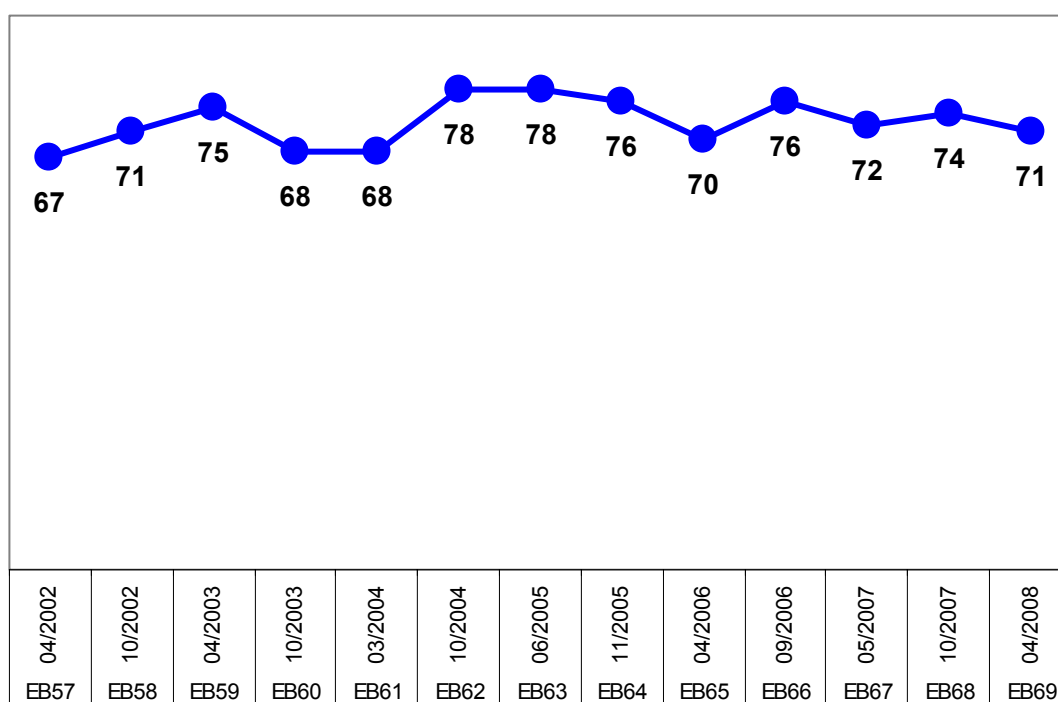
## C) L'EURO

Êtes-vous pour ou contre l'euro ?



En dépit d'une légère baisse, et même si elle est parfois associée à l'inflation dans l'opinion, la monnaie unique continue d'être largement acceptée dans son principe : 71% (-3) des Français lui sont favorables, 26% (+5) hostiles et 3% (-2) ne se prononcent pas.

Soutien à l'euro (trend)

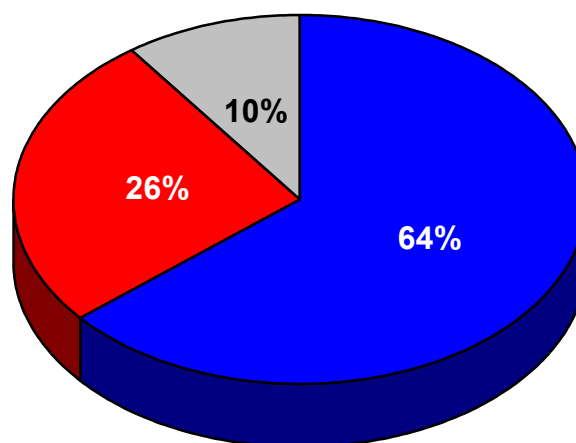


L'opinion française demeure l'une des mieux disposées à l'égard de l'euro. Les valeurs enregistrées en France (71%) dépassent de 10 points la moyenne UE-27 (61%) et de 4 points la moyenne des douze pays de la zone euro (67%). Au niveau européen, on trouve le soutien le plus élevé en Slovaquie (90%) et en Irlande (87%), tandis que les pays les moins favorables à la monnaie unique sont le Royaume-Uni (26%), la Suède (48%), la Grèce et l'Estonie (51%).

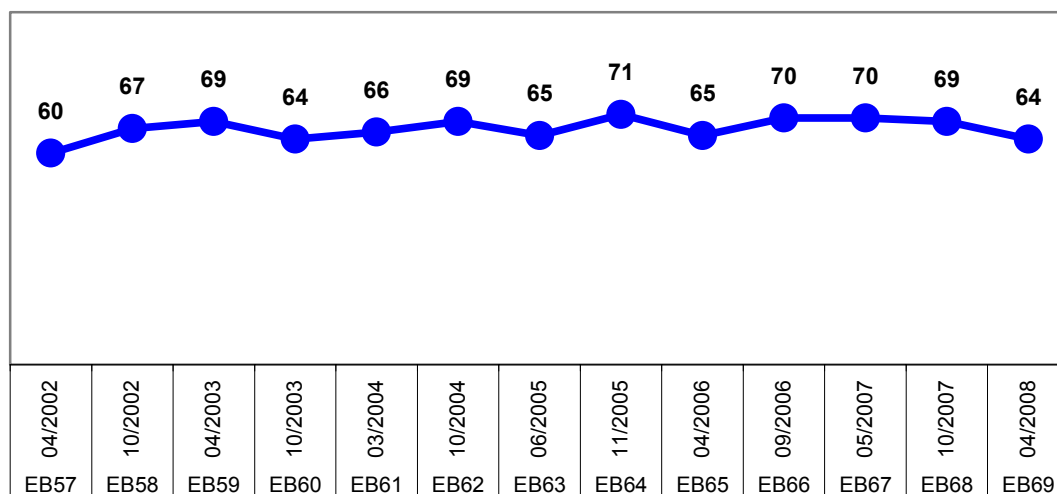
## D) LA POLITIQUE EXTÉRIÈRE

*Un soutien largement majoritaire*

Êtes-vous pour ou contre une politique étrangère commune de l'Union européenne vis-à-vis des autres pays ?

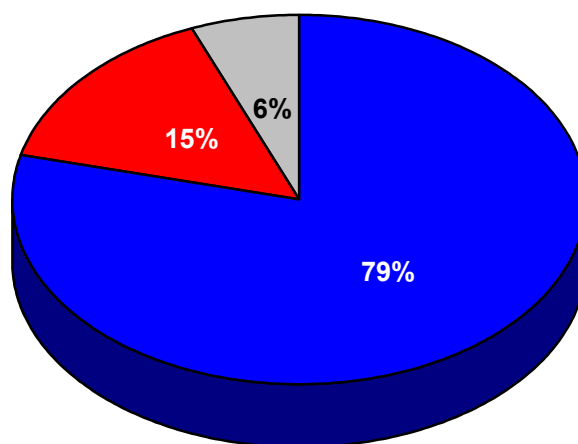


■ Pour ■ Contre ■ NSP

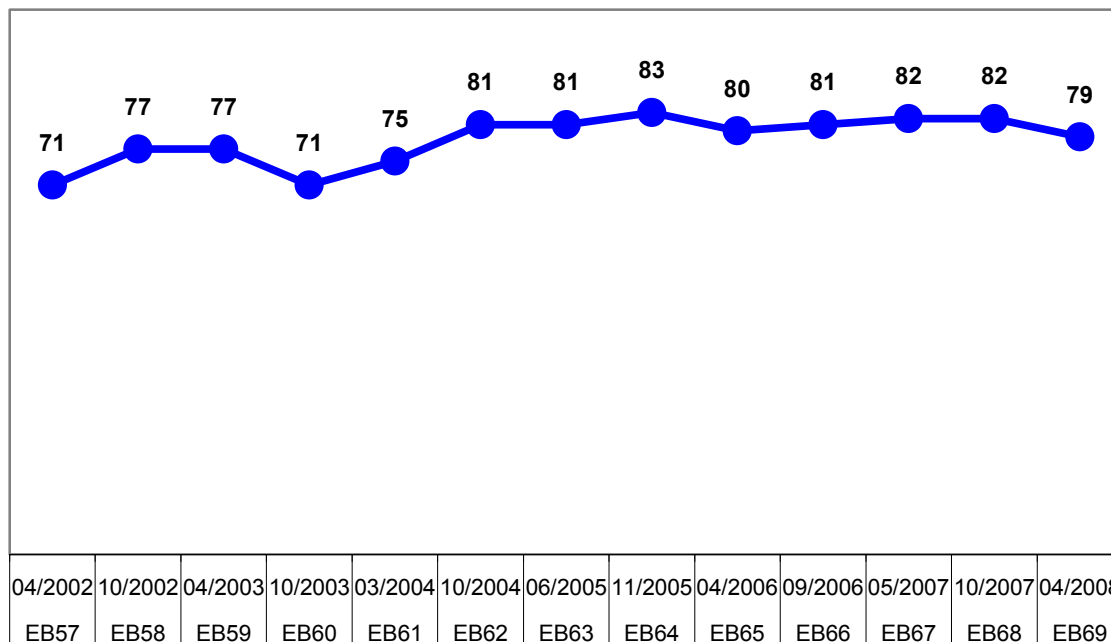


Le soutien à une politique étrangère commune demeure élevé (64% pour, 26% contre, 10% ne se prononcent pas), mais connaît une baisse de 5 points en six mois. Pour la première fois depuis des années, les résultats observés en France sont inférieurs à la moyenne UE-27 (68%).

**Êtes-vous pour ou contre à une politique de sécurité et de défense commune des États membres de l'Union européenne ?**



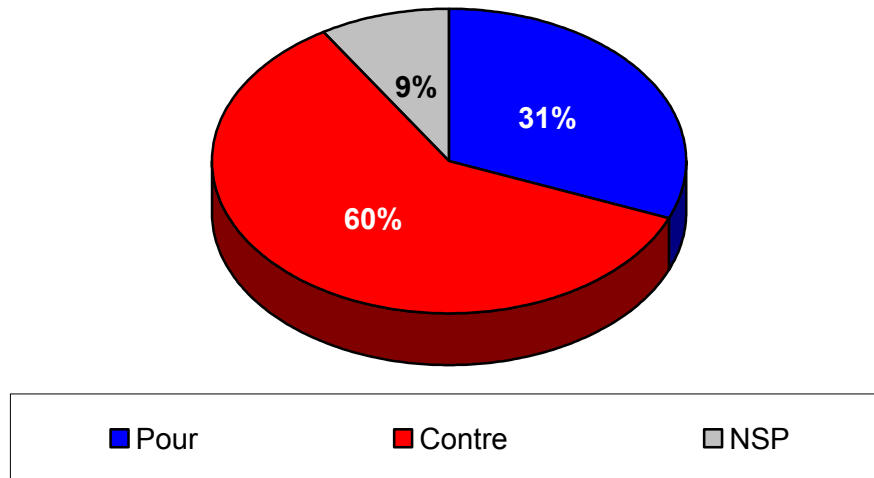
**Êtes-vous pour ou contre à une politique de sécurité et de défense commune des États membres de l'Union européenne (trend) ?**



Malgré une baisse de trois points depuis le dernier sondage, le soutien à la PESD (politique européenne de sécurité et de défense) reste largement majoritaire : 79% (-3) des Français y sont favorables, 15% (+2) hostiles et 6% (-1) n'ont pas d'avis sur la question. Contrairement à ce qui a été observé pour la politique étrangère, les résultats relatifs à la PESD sont légèrement supérieurs à la moyenne UE-27 (76%).

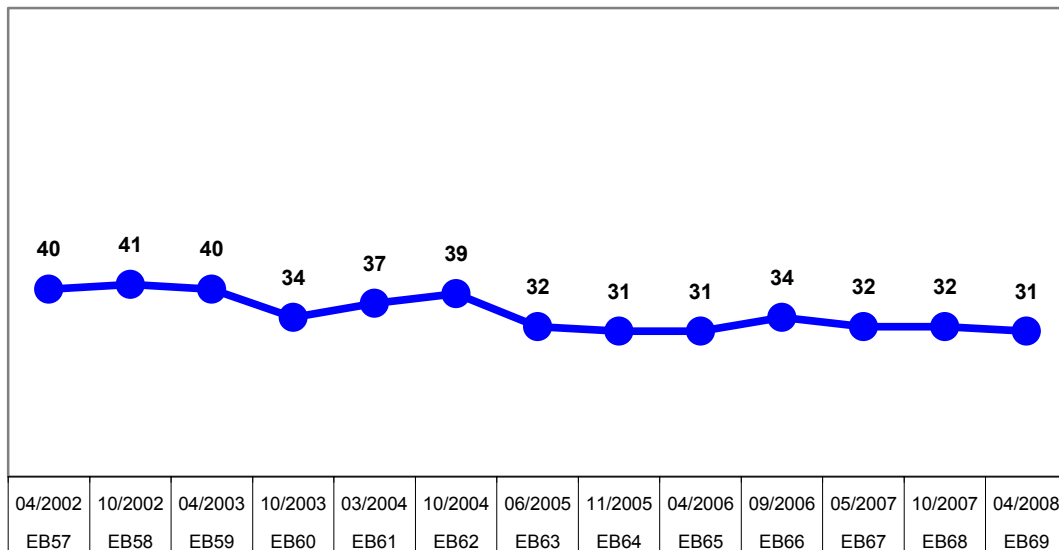
## E) L'ÉLARGISSEMENT

Êtes-vous favorable à l'élargissement de l'Union européenne à d'autres pays ?



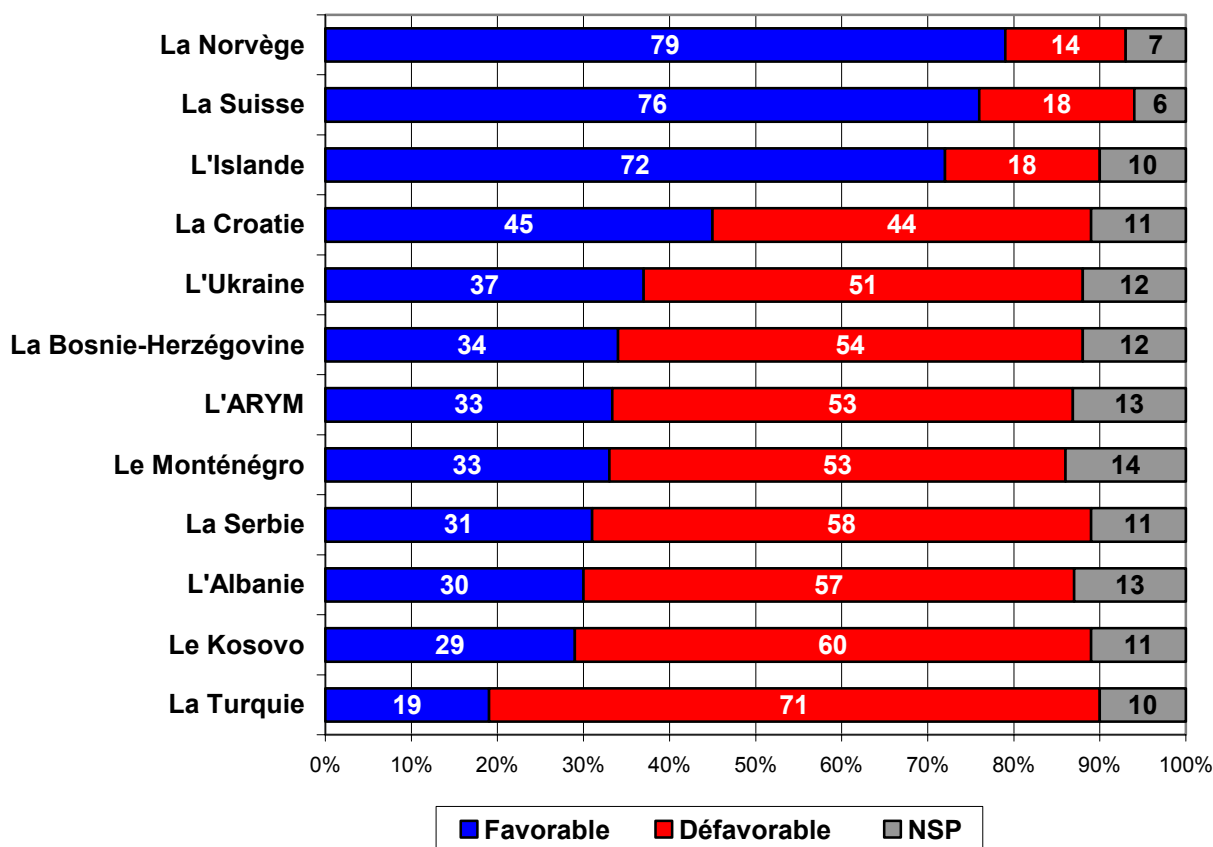
Comme lors des derniers sondages, l'opinion française reste très réservée quant à l'élargissement de l'UE à d'autres pays : 31% (-1) des Français y sont favorables, 60% (+1) contraires et 9% (=) n'ont pas d'avis sur la question. Ces résultats peuvent être appréciés au regard de la moyenne UE-27, qui s'élève respectivement à 47%, à 39% et à 14%.

Êtes-vous favorable à l'élargissement de l'Union européenne à d'autres pays (trend) ?



Avec 60% d'avis opposés, les Français redeviennent au deuxième rang après les Autrichiens (67% d'avis contraires) parmi les peuples les plus hostiles à l'élargissement. Les opinions les mieux disposées à l'entrée de nouveaux États se trouvent dans les « nouveaux pays » de l'UE : la Polonais et les Slovénes (74% d'opinions favorables) et les Lituanais (69%).

**Pour chacun des pays et territoires suivants, seriez-vous favorable ou défavorable à ce qu'à l'avenir, il fasse partie de l'Union européenne ?**



Les sentiments des Français vis-à-vis de l'adhésion éventuelle de nouveaux membres sont très contrastés. Comme toujours, les Français plébiscitent un élargissement éventuel de l'UE à la Norvège (79% d'opinions favorables, +1 point par rapport à l'automne 2006), à la Suisse (76%, +1) et à l'Islande (72%, +4). La Croatie reçoit une très légère majorité de suffrages favorables (45% pour, 44% contre).

Les Français sont majoritairement hostiles à l'adhésion de l'Ukraine (37% pour, 51% contre) et des pays d'ex-Yougoslavie, que ce soit la Bosnie-Herzégovine (34% pour, 54% contre) l'Ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM) ou le Monténégro (33% pour, 53% contre), la Serbie (31% pour, 58% contre) ou le Kosovo (29% pour, 60% contre). Au demeurant, 41% des personnes interrogées en France pensent que l'adhésion des pays des Balkans de l'Ouest permettrait de stabiliser la région (sept points en dessous de la moyenne européenne), tandis que 49% ne sont pas d'accord avec cette proposition (dix points au-dessus).

L'opinion publique française reste très réservée quant à l'adhésion de l'Albanie (30 % pour, 57 contre) et de la Turquie (19% pour, 71% contre). Les opinions favorables à l'adhésion turque ont encore reculé de trois points par rapport au sondage du printemps 2007. Même dans l'hypothèse d'un respect par la Turquie de toutes les conditions fixées par l'UE, seuls 35% des Français seraient très (7%) ou plutôt favorables (28%) à son adhésion turque, tandis que 60% y seraient plutôt (28%) ou très opposés (32%) : l'opposition s'élève donc à 60% au total, 15 points au-dessus de la moyenne UE-27.

## CONCLUSION

En l'espace de six mois, l'Eurobaromètre a révélé deux aspects bien différents de l'opinion française. L'enquête Eurobaromètre 68 s'était déroulée dans le climat d'euphorie qui avait suivi l'élection présidentielle et qui s'était manifesté par un renforcement de l'adhésion au projet européen. Les niveaux de soutien à l'Union européenne étaient même les plus élevés depuis le début des années 90.

A l'inverse, le présent sondage, a été réalisé dans un environnement morose, marqué par des difficultés en termes de pouvoir d'achat et par un retour de l'inflation, qui se manifestent au demeurant dans l'Europe tout entière. Le principal enseignement de cette enquête est la place prépondérante qu'a prise l'inflation parmi les préoccupations de la population.

Dans ce contexte, on assiste à une nette dégradation des indicateurs de confiance relatifs au gouvernement français et aux partis politiques. Les institutions européennes connaissent également un tassement significatif de leur popularité, d'autant plus marqué en France qu'elle fait suite aux résultats atypiques de l'automne 2007, qui avaient été caractérisés par une forte progression de la plupart des indicateurs.

En dépit de cette tendance, les « fondamentaux » qui structurent l'opinion française sur l'Europe demeurent : si les Français craignent toujours, davantage que leurs partenaires la mondialisation et s'ils demeurent majoritairement opposés à l'idée de futurs élargissements – en particulier à la Turquie, ils continuent à se dire favorables au principe de l'euro, à une politique étrangère commune et à la politique de défense et de sécurité commune. La part de ceux qui rejettent l'Union européenne demeure marginale et dans de nombreux domaines, la légitimité de l'action de l'Union est confirmée. C'est le cas notamment en matière d'environnement, d'énergie et d'immigration, trois priorités de la Présidence française de l'Union européenne au second semestre 2008.

Cette dernière s'ouvre dans un contexte difficile, d'autant que la question institutionnelle est à nouveau ouverte après le « non » irlandais au traité de Lisbonne, survenu après ce sondage. Les prochaines enquêtes diront dans quelle mesure elle aura réussi son pari d'un retour de la France en Europe et de l'Europe en France.

## EUROBAROMETRE « STANDARD » 69 SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Entre le 25 mars et le 4 mai 2008, TNS Opinion & Social, un consortium créé entre Taylor Nelson Sofres et TNS opinion, a réalisé la vague 69.2 de l'EUROBAROMETRE à la demande de la COMMISSION EUROPEENNE, direction générale de la communication, unité « Recherche et Analyse Politique ».

L'EUROBAROMETRE « STANDARD » 69 fait partie de la vague 69.2 et couvre la population de 15 ans et plus - ayant la nationalité d'un des Pays membres de l'Union européenne - et résidant dans un des pays Membres de l'Union européenne. L'EUROBAROMETRE « STANDARD » 69 a été conduit également dans les trois pays candidats (la Croatie, la Turquie et l'ancienne République yougoslave de Macédoine) et en Communauté turque chypriote. Dans ces pays, l'étude a couvert la population nationale et les citoyens de tous les Etats membres résidant dans ces pays et ayant une maîtrise de la langue nationale suffisante pour répondre au questionnaire. Le principe d'échantillonnage appliqué dans tous les Etats participant à cette étude est une sélection aléatoire (probabiliste) à phases multiples. Dans chaque pays, divers points de chute ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population (afin de couvrir la totalité du pays) et à la densité de la population.

A cette fin, ces points de chute ont été tirés systématiquement dans chacune des "unités régionales administratives", après avoir été stratifiés par unité individuelle et par type de région. Ils représentent ainsi l'ensemble du territoire des pays participant à l'étude, selon les EUROSTAT-NUTS II (ou équivalent) et selon la distribution de la population habitant dans le pays en termes de zones métropolitaines, urbaines et rurales. Dans chacun des points de chute sélectionnés, une adresse de départ a été tirée de manière aléatoire. D'autres adresses (chaque Nième adresse) ont ensuite été sélectionnées par une procédure de "random route" à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, le répondant a été tiré aléatoirement (suivant la règle du "plus proche anniversaire"). Toutes les interviews ont été réalisées en face à face chez les répondants et dans la langue nationale appropriée. En ce qui concerne la technique de collecte de données, le système CAPI (*Computer Assisted Personal Interview*) a été utilisé dans tous les pays où cela était possible.

Dans chaque pays, l'échantillon a été comparé à l'univers. La description de l'univers se base sur les données de population EUROSTAT ou provenant des Instituts nationaux de Statistique. Pour tous les pays couverts par l'étude, une procédure de pondération nationale a été réalisée (utilisant des pondérations marginales et croisées), sur base de cette description de l'univers. Dans tous les pays le sexe, l'âge, les régions et la taille de l'agglomération ont été introduits dans la procédure d'itération. Pour la pondération internationale (i.e. les moyennes UE), TNS Opinion & Social recourt aux chiffres officiels de population, publiés par EUROSTAT ou les instituts nationaux de Statistique. Les chiffres complets de la population, introduits dans cette procédure de post-pondération, sont indiqués ci-dessus.

Il importe de rappeler aux lecteurs que les résultats d'un sondage sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, dépend de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Pour des échantillons d'environ 1.000 interviews, le pourcentage réel oscille dans les intervalles de confiance suivants :

<b>Pourcentages observés</b>	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
<b>Limites de confiance</b>	± 1.9 points	± 2.5 points	± 2.7 points	± 3.0 points	± 3.1 points

ABREVIATIONS	PAYS	INSTITUTS	N° ENQUETES	DATES	
					TERRAIN
BE	Belgique	TNS Dimarso	1.003	01/04/2008	04/05/2008
BG	Bulgarie	TNS BBSS	1.000	27/03/2008	07/04/2008
CZ	Rép. Tchèqu	TNS Aisa	1.014	02/04/2008	17/04/2008
DK	Danemark	TNS Gallup DK	1.005	02/04/2008	04/05/2008
DE	Allemagne	TNS Infratest	1.534	29/03/2008	28/04/2008
EE	Estonie	Emor	1.006	27/03/2008	21/04/2008
EL	Grèce	TNS ICAP	1.000	28/03/2008	17/04/2008
ES	Espagne	TNS Demoscopia	1.033	27/03/2008	26/04/2008
FR	France	TNS Sofres	1.040	27/03/2008	27/04/2008
IE	Irlande	TNS MRBI	1.004	28/03/2008	30/04/2008
IT	Italie	TNS Abacus	1.022	25/03/2008	26/04/2008
CY	Rép. de Chypre	Synovate	504	31/03/2008	24/04/2008
	Com. turque				
CY(tcc)	chypriote	KADEM	500	28/03/2008	30/04/2008
LV	Lettonie	TNS Latvia	1.008	02/04/2008	29/04/2008
LT	Lituanie	TNS Gallup Lithuania	1.021	01/04/2008	22/04/2008
LU	Luxembourg	TNS ILReS	501	26/03/2008	29/04/2008
HU	Hongrie	TNS Hungary	1.000	28/03/2008	26/04/2008
MT	Malte	MISCO	500	26/03/2008	16/04/2008
NL	Pays-Bas	TNS NIPO	1.041	01/04/2008	26/04/2008
		Österreichisches Gallup-			
AT	Autriche	Institut	1.000	27/03/2008	20/04/2008
PL	Pologne	TNS OBOP	1.000	30/03/2008	23/04/2008
PT	Portugal	TNS EUROTESTE	1.001	26/03/2008	24/04/2008
RO	Roumanie	TNS CSOP	1.019	25/03/2008	23/04/2008
SI	Slovénie	RM PLUS	1.003	01/04/2008	27/04/2008
SK	Slovaquie	TNS AISA SK	1.085	01/04/2008	20/04/2008
FI	Finlande	TNS Gallup Oy	1.004	02/04/2008	04/05/2008
SE	Suède	TNS GALLUP	1.007	28/03/2008	27/04/2008
UK	Royaume-Uni	TNS UK	1.306	01/04/2008	24/04/2008
HR	Croatie	Puls	1.000	28/03/2008	24/04/2008
TR	Turquie	TNS PIAR	1.003	29/03/2008	27/04/2008
	Anc. Rép.				
	yougoslave de				
MK	Macédoine	TNS Brima	1.006	29/03/2008	06/04/2008
TOTAL			30.170	25/03/2008	04/05/2008